

OCTOBRE 2024

Revue Suisse

La revue des
Suisse-ses de l'étranger



**Forêts, grands espaces et rébellion:
face au vent dans le canton du Jura**

**La Suisse veut investir des milliards dans ses autoroutes:
folie démesurée ou fin des embouteillages?**

**Une merveille de dix tonnes, prénommée Susanne:
la plus grande cloche de Suisse chante admirablement**

Pour l'avenir de la Cinquième Suisse



Grâce à un legs, permettez à l'Organisation des Suisses de l'étranger de soutenir et représenter les droits des Suisses-ses de l'étranger.
www.swisscommunity.link/legs



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

Lisbonne

Lisez comme sur papier.

Profitez d'une version claire et lisible de la «Revue Suisse» sur votre **tablette** ou **smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.



Vivre à l'étranger ou revenir en Suisse peut parfois être un défi !



Webinaires

Participez à nos webinaires en direct pour poser vos questions et obtenir des réponses des experts en la matière, ou explorez les thématiques déjà abordées (banques, service militaire, assurances, etc...)

15 octobre 2024 : « Défis d'un retour en Suisse à l'âge de la retraite »

10 décembre 2024 : « Travail et marché du travail en Suisse »



Conseils

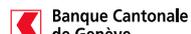
info@swisscommunity.org

Restez connecté-e et informé-e, où que vous soyez. Avec SwissCommunity, l'Organisation des Suisses de l'étranger, vous avez accès à des conseils sur mesure et à des webinaires exclusifs.



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Nos partenaires :



4 En profondeur

Jura libre! Il y a 50 ans était posée la première pierre du canton du Jura

9 Nouvelles

Gros soucis financiers: la Confédération mise sur un plan d'épargne rigoureux

10 50 ans de la «Revue Suisse»

La «Revue» fête ses 50 ans, et donne la parole à ses lecteurs pour l'occasion



Cartoon Max Spring

12 Politique

Alain Berset donne un nouvel éclat à la relation entre la Suisse et l'Europe

Des milliards pour étendre le réseau autoroutier? Au peuple de trancher!

16 Reportage

Tout ouïe pour la plus grande cloche de Suisse, qui orne la Collégiale de Berne

Actualités de votre région**19 Chiffres suisses**

Non, le 1^{er} août n'est pas l'anniversaire de la Suisse! Petit cours de rattrapage

20 Portrait

Thomas Widmer arpente la Suisse à pied et en décrit la beauté dans ses livres

22 Nature et environnement

Reliées entre elles, les voitures électriques peuvent former un réservoir d'énergie

28 Nouvelles du Palais fédéral

Le réseau consulaire suisse est né à Bordeaux

30 SwissCommunity

L'élection du CSE est à portée de clic

Photo de couverture: l'écusson jurassien flotte au-dessus de la ville de Moutier, qui rejoindra le canton du Jura en 2026. Photo Keystone

L'expérience du Jura



Nous vous proposons de parler d'histoire et, pour cela, de remonter à 1815. L'Europe a des années mouvementées derrière elle: Napoléon a tenté de redessiner entièrement la carte du continent. Ses troupes ont envahi la Suisse et y ont chamboulé beaucoup de choses. Mais l'empereur a été vaincu. Au congrès de Vienne, en 1815, les puissances victorieuses retracent bon nombre de frontières. Un territoire est attribué à la Suisse, et plus précisément au canton de Berne: le Jura.

Nombreux sont les Jurassiens qui estiment alors faire partie de la Suisse, mais pas de Berne, et ce pour des raisons linguistiques, religieuses et culturelles. Berne alimente ce sentiment, ses politiciens faisant souvent peu de cas de ce nouveau territoire excentré. Ils font preuve de dédain envers ce qu'ils nomment «un méchant petit grenier». Le «conflit jurassien» dure 150 ans. L'incompréhension mutuelle s'amplifie et, dans les années 1960, la propension à la violence augmente. Par moments, le conflit menace de dégénérer en guerre civile.

Par chance, cela ne se produit pas, et le conflit est aujourd'hui surmonté. Le grand tournant a eu lieu en 1974, soit il y a exactement cinquante ans: trois districts bernois ont alors décidé de se séparer de Berne et de former leur propre canton. Cinq ans après, le plus jeune canton de Suisse devient une réalité. Aujourd'hui, plus personne ne remet en question son existence; le Jura fait dorénavant partie de la diversité fédérale du pays (voir notre dossier «En profondeur», page 4 et ss.).

La naissance de ce canton n'est pas due à la seule persévérance de ses habitants. Hors du Jura, il a également fallu que se renforce la volonté de trouver une solution et qu'un consensus puisse émerger. En 1978, on constate la réussite du processus. Cette année-là, le peuple suisse vote à 82 % pour la création du nouveau canton. Même dans le canton de Berne, qui risque de se voir amputé par la perte du Jura, l'approbation s'élève à près de 70 %.

Aujourd'hui, de nombreux Bernois envahissent régulièrement le Jura, surtout le week-end et pendant les vacances. Mais non afin de reconquérir des territoires, mais simplement parce qu'ils aiment le Jura: loin d'être un «méchant petit grenier», c'est une région qui permet de se ressourcer grâce à ses forêts et ses grands espaces, ses rochers escarpés et ses gorges profondes, ses habitants courageux et son parfum de liberté frondeuse. «Expérimenter» le Jura d'aujourd'hui: la «Revue» l'a fait... à vélo.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse», est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.



Face au vent,

En 1974, les Jurassiens décidaient dans les urnes de se séparer de Berne pour former leur propre canton. Qu'est-ce qui caractérise la contrée la plus frondeuse de la Suisse, cinquante ans plus tard? Exploration à vélo.

JÜRIG STEINER

Telle une grande forteresse, la clinique du Noirmont trône sur la colline au-dessus du village jurassien du même nom. À l'arrière du bâtiment bée la gorge profonde et escarpée du Doubs, déjà française de l'autre côté de la vallée. Devant, à ses pieds, s'étend le haut plateau des Franches-Montagnes, couvert de forêts et peu peuplé à l'échelle suisse.

La clinique du Noirmont, située à l'orée de la Suisse, est le plus grand centre national de réadaptation pour les personnes malades du cœur. C'est l'endroit idéal pour commencer notre périple d'exploration à travers le plus jeune canton du pays, où le cœur joue un rôle de premier plan.

L'histoire rebelle du canton du Jura est aussi celle d'activistes qui avaient du cœur au ventre. Et cette histoire touche le cœur mêmes des non-Jurassiens, car il en émane un esprit de générosité, de non-conformisme et de liberté. Comme un contrepoint romantique à la Suisse éprise d'efficacité, de ponctualité et de compétitivité. Cinquante ans après, que reste-t-il de ce cœur combattant du Jura? A-t-il

Notre vélo est prêt et notre exploration du Jura débute dans un paysage grandiose: à gauche Les Breuleux; à droite, dans la brume, Le Noirmont.
Photos J. Steiner (en haut), Keystone (en bas)



disparu derrière le mythe ou reste-t-il encore bien vivant? Ce n'est pas un hasard si nous avons choisi de chercher la réponse à cette question en parcourant le Jura à vélo d'ouest en est, du Noirmont au chef-lieu du canton, Delémont. Le canton du Jura est né de la persévérance de ses habitants face aux vents contraires de la politique. Et les vents contraires soufflent fort lorsqu'on roule à vélo sur les crêtes exposées de la chaîne du Jura.

Plaies ouvertes

Le dimanche 23 mars 1974, à l'annonce des résultats du scrutin, on a immédiatement compris qu'il s'agissait là d'un jour historique. «Il pleut la liberté», déclarait poétiquement Roger Schaffter, un leader politique du Rassemblement jurassien, alors que la pluie se mettait à tomber sur les escaliers de l'hôtel de ville de Delémont.

Une petite majorité des citoyens des sept districts jurassiens venait de se prononcer en faveur de la séparation avec le canton de Berne. Et de corriger ainsi le verdict de 1815,



pour la liberté

en vertu duquel les grandes puissances européennes, après la victoire sur Napoléon et le congrès de Vienne, avaient adjugé le Jura – qui appartenait auparavant à l'évêché de Bâle – aux Bernois. En recevant ce territoire excentré, Berne s'était vu dédommagé du fait d'avoir dû céder ses possessions en Argovie et en pays de Vaud.

Mais ce rattachement annonçait déjà les conflits, la discrimination et les poussées autonomistes qui suivraient, car le petit territoire catholique et francophone du Jura se retrouvait minoritaire au sein du grand canton de Berne, protestant et germanophone. Avec le recul, les politologues jugent que la situation du Jura, avant la votation historique de 1974, aurait même pu déboucher sur une guerre civile dans cet îlot de paix qu'était alors la Suisse.

Ils n'exagèrent pas: à partir des années 1960, l'organisation séparatiste du Rassemblement jurassien, et sa section jeune, le Groupe Bélier, orchestraient la résistance contre Berne avec tant de virtuosité et de fureur qu'il s'en fallut souvent d'un cheveu que le conflit dégénère. Les Jurassiens faisaient forte impression en mettant le feu à des manuels de défense civile sur la Place fédérale et en prenant d'assaut la salle du Conseil national. Plus tard, des groupes dissidents radicaux allumèrent des incendies criminels.

En juin 1974, toutefois, une décision de principe pacifique et démocratique en faveur de l'autodétermination jurassienne parvint à s'imposer. Mais cette décision ouvrait de nouvelles plaies. Car seuls les trois districts du nord – Franches-Montagnes, Porrentruy et Delémont – se déclaraient favorables à la création d'un nouveau canton, les districts du Jura-Sud demeurant fidèles au canton de Berne.

La force de la démocratie

En 1979, quand le nouveau canton fut créé et entra dans la Confédération, le Jura était douloureusement divisé en deux. Dans les esprits et les cœurs de la population jurassienne, les fronts étaient restés irréconciliables ou s'étaient même durcis. Des attentats et des provocations éclatèrent, par exemple le vol audacieux de la légendaire pierre d'Unspunnen (83,5 kilos) dans l'Oberland bernois, une pierre qui fait l'objet d'une compétition traditionnelle de lancer sportif. Au début de 2026, le district bernois de Moutier rejoindra lui aussi tout de même le can-



L'opposition des séparatistes jurassiens au canton de Berne a été bruyante et véhémentement. Ici, en 1972, le «Groupe Bélier» manifeste à Berne pour un canton du Jura indépendant.

Photo Keystone

ton du Jura, qui gagnera ainsi 7 500 habitants. Ce sera là, peut-être, le point final du conflit épique qui a entouré la Question jurassienne.

La création du canton du Jura a montré «la force que peut avoir la démocratie», a déclaré la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider – qui habite Les Breuleux, non loin du Noirmont – dans une interview consacrée au 50^e anniversaire du canton: «La liberté des peuples, la liberté de prendre des décisions soi-même est quelque chose d'essentiel pour le Jura et ses habitants.»

À vélo dans les Franches-Montagnes, quand on lutte – face au vent, naturellement – sur des chemins déserts passant de temps à autre à proximité d'une ferme isolée pour rejoindre Saignelégier, on prend conscience que la brève définition de l'essence jurassienne donnée par la conseillère fédérale ne s'applique pas qu'à la politique, mais aussi

Guerre des symboles: en 2001, l'actrice Shawne Fielding présente la pierre d'Unspunnen, qui vient d'être retrouvée. En 1984, les séparatistes l'avaient volée, cachée et ornée de messages politiques.

Photo Keystone



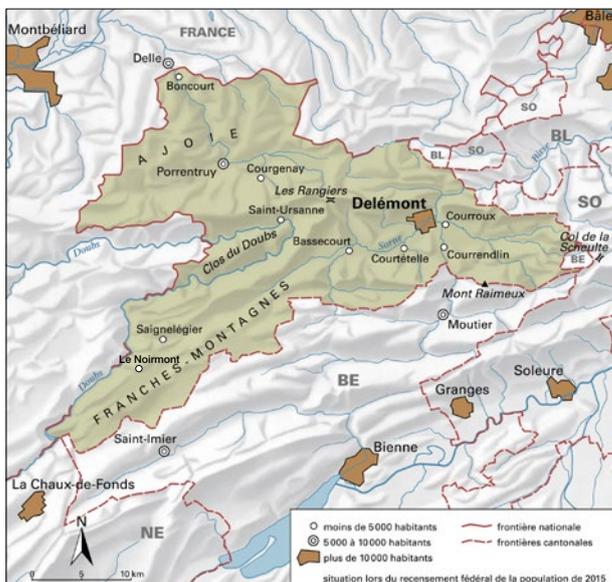
au paysage. La Suisse compte en moyenne 214 habitants au kilomètre carré, contre seulement 88 pour le canton du Jura. Ici, malgré de bonnes dessertes routières, il est possible de vivre assez loin de son plus proche voisin pour que la seule distance géographique alimente la tolérance vis-à-vis de ceux qui ont des opinions divergentes ou aiment se livrer à des expérimentations.

Au Café du Soleil, sur la place du marché de Saignelégier, on cultive depuis longtemps le non-conformisme. En 1980, un an après la création du canton, un groupe d'amis racheta l'ancienne auberge et en faisait un lieu de culture où, comme le proclame son manifeste de fondation, «prédominant l'analyse critique et la liberté, comprise comme une reconquête de l'autonomie personnelle, susceptible de contribuer à celle de la région».

Depuis, la fureur alternative s'est un peu calmée au Café du Soleil. Sur la carte des mets, on trouve aussi bien des rouleaux de printemps végétariens que des entrecôtes de 200 grammes, le tout sur une toile de fond culturelle qui propose expositions et concerts. Tout de même, ce sont des lieux comme Saignelégier qui font que l'image romantique d'un Jura frondeur reste gravée dans le cœur des visiteurs venus de l'extérieur.

Antimilitaristes et écologistes

Le camping local est situé non loin de l'étang de la Gruère, un joyau rappelant les lacs scandinaves. Il fait partie des très rares campings suisses qui ne disposent ni d'emplacements délimités, ni de prises électriques. Ne parlons même pas d'un système de réservation. Car ici, il y a de la place pour tout le monde : «C'est ça, la liberté», estiment les gérants. Chemin faisant, on traverse le village



Les paysages naturels, comme ici l'étang de la Gruère, façonnent aujourd'hui l'image du Jura en Suisse. Photo Keystone



Dans l'espace culturel du Café du Soleil, à Saignelégier, on cultive depuis longtemps le non-conformisme.

Photo Jürg Steiner

Le canton du Jura dans ses frontières actuelles. Au début de 2026, il s'agrandira: Moutier, que l'on voit sur la carte entre Delémont et Granges, quittera le canton de Berne pour rejoindre celui du Jura.

franc-montagnard des Genevez, qui paraît assoupi et dont la caractéristique la plus frappante est la jeunesse de son maire, Anaël Lovis, âgé de 23 ans. Il y a plusieurs décennies, cependant, la petite commune s'est fait un nom en tant que nid de la rébellion, car sa population s'est opposée à la construction d'une place d'armes, prévue de longue date, afin de préserver le marais. «Quelque chose de très important pour l'identité jurassienne», note la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider.

Et très important aussi pour la perception du Jura par les antimilitaristes et les écologistes de la Suisse allemande. L'image progressiste que le Jura projette à l'extérieur est renforcée par le fait qu'en 1979, le jeune canton, rebelle mais ambitieux, s'est doté d'une Constitution très en avance sur son temps (et sur le reste de la Suisse). Il y a en effet inscrit le droit de grève, le droit au travail et au logement, l'égalité des sexes et a institué un Bureau de la condition féminine. En outre, les étrangers établis dans le Jura ont le droit de participer aux élections et aux votations cantonales.



En 1971, les «Béliers» prétendaient murer l'entrée de l'Hôtel du gouvernement à Berne, mais leur plan fut frustré sans ménagement par la police. Photo Keystone



La promesse de la Transjurane

Dans la longue descente depuis le haut plateau des Franches-Montagnes, le cycliste a tout loisir de réfléchir à l'image du Jura. Dans les étroites et profondes gorges du Pichoux, où la route érodée parvient à peine à se frayer un passage, un vent chaud nous souffle au visage. Il monte de la plaine assagie, plus densément peuplée, qui s'étend entre Bassecourt et Delémont, où le Jura fait une autre impression: celle d'une région qui ne se fiche pas allègrement des conventions, mais qui lutte pour son intégration économique.

On aperçoit les ouvrages de la Transjurane, l'autoroute de 85 kilomètres qui traverse le Jura jusqu'à la frontière française, de Bienne à Boncourt. En raison de la complexité géologique et des innombrables ponts et tunnels qu'il a fallu construire, et qui ont été particulièrement soignés du côté esthétique par l'architecte tessinoise Flora Ruchat-Roncati, cette voie rapide a coûté 6,6 milliards de francs. La construction de la Transjurane a débuté peu après la création du canton, et elle s'est achevée en 2017. Elle traduit l'engagement de la Confédération à relier cette région frontalière défavorisée aux centres économiques dynamiques du Plateau suisse.

Il est difficile d'évaluer si la Transjurane a les effets escomptés. Tandis que la population de la Suisse connaît une forte croissance, elle est pratiquement stagnante dans le canton du Jura. La force économique jurassienne est infé-

Ambiance explosive en novembre 1969: de jeunes séparatistes jurassiens mettent le feu à des exemplaires du manuel rouge de défense civile, une publication controversée, devant le Palais fédéral.

Photo Keystone

rieure et le chômage supérieur à la moyenne suisse; et financièrement parlant, le canton marche sur la corde raide. On peut se demander si la liaison autoroutière ne facilite pas autant l'émigration que l'immigration.

L'historien jurassien Clément Crevoisier abonderait probablement dans ce sens. Depuis plusieurs dizaines d'années, il publie des textes engagés et critiques au sujet de son canton. Pour lui, l'isolement linguistique et géographique du Jura est un problème majeur. Les Jurassiens, dit-il, n'ont pas même l'impression de faire partie de la Suisse romande. Les personnes qui font des études, par exemple, doivent s'en aller, et souvent ne reviennent pas.

Pour Clément Crevoisier, le fait qu'on se soit concentré pendant des décennies sur le conflit jurassien a aussi favorisé un durcissement mental qui entrave le potentiel de développement du canton. «Lorsqu'on l'observe à travers des lunettes idéologiques où tout est noir ou blanc, on ne peut que méconnaître les racines multiculturelles du Jura», note-t-il.

Des indociles empêchés

L'ancien conseiller d'État jurassien Jean-François Roth est lui aussi préoccupé par la stagnation de son canton. «Le Jura est devenu plutôt calme. Je ne suis pas sûr qu'il incarne encore, aujourd'hui, l'idée qui a présidé à sa création», a-t-il commenté à l'occasion du 50^e anniversaire de l'historique plébiscite jurassien.

L'esprit de renouveau jurassien est-il un mythe rabougri, soufflé par le vent d'une croissance économique forcée? Notre vélo est à présent garé dans la petite zone piétonne de la gare de Delémont, dont l'aménagement manque singulièrement d'inspiration.

C'est ici, dans le chef-lieu du canton, que travaille l'écrivain Camille Rebetez, jusqu'à peu responsable de la médiation culturelle de l'ambitieux Théâtre du Jura. Ses parents font partie des cofondateurs du Café du Soleil à Saignelégier. Lui-même a scénarisé la série de bandes dessinées «Les indociles», qui a été adaptée pour la télévision suisse en 2023.

Dans la bande dessinée qu'il a créée avec Pitch Comment, Camille Rebetez suit le parcours de trois jeunes amis qui, à partir des années 1970, décident de mettre en œuvre l'utopie d'une vie libre et égalitaire dans les Franches-Montagnes. Et qui, ce faisant, se heurtent douloureusement à la réalité et aux faiblesses humaines. «Mes protagonistes ne pèsent rien face au libéralisme économique dominant», déclarait Camille Rebetez dans les médias au moment de la parution du dernier tome de la bande dessinée: «Ils doivent apprendre à perdre, tout en gardant l'espoir. Ils ne savent pas le monde, certes, mais ils luttent pour qu'il reste possible de le faire.»

Cinquante ans après sa création, cette brève formule réaliste pourrait aussi s'appliquer au canton du Jura.

Susanne Wille



Elle s'est vu confier le poste sans doute le plus ardu de la branche suisse des médias: dès le 1^{er} novembre 2024, Susanne Wille sera la directrice générale et présidera aux destinées de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) et de ses 7000 employés dans toutes les parties du pays. L'entreprise de médias de droit public possède des chaînes en quatre langues: SRF en Suisse alémanique, RTS en Suisse romande, RSI au Tessin et RTR dans l'espace romanchophone. La plate-forme web internationale Swissinfo, qui relate l'actualité suisse en dix langues, lui appartient aussi.

Financée par la redevance, la SSR fait face à des vents contraires. En 2026, le peuple votera sur l'initiative «200 francs, ça suffit!». Lancée par des partis de droite, celle-ci exige que les ménages privés ne paient plus que 200 francs au lieu de 335 francs par an pour le service public de radiodiffusion-télévision, et que les entreprises soient entièrement exonérées de cette «taxe obligatoire». Si l'initiative est acceptée, des coupes sombres menacent la SSR. C'est à Susanne Wille qu'échoit la mission d'éviter ce scénario redouté et de convaincre le peuple de voter non. L'ancienne animatrice de télévision, aujourd'hui responsable de la culture à SRF, est surtout connue et très appréciée en Suisse alémanique. Âgée de 50 ans, elle affirme qu'elle se battra pour une SSR «à l'écoute du peuple, proche des gens et avec laquelle on peut s'identifier». Sa popularité est vue comme un atout par ceux qui, malgré l'érosion des audiences, défendent un service public fort. La nouvelle directrice générale sera tout de même obligée de faire des économies: le Conseil fédéral entend faire un pas en direction des initiants en baissant la redevance de la SSR à 300 francs. Susanne Wille devra prendre des décisions populaires.

THEODORA PETER

Une erreur de calcul concernant l'AVS provoque de vifs remous politiques

En août, les autorités fédérales l'ont confirmé: leurs calculs concernant l'avenir financier de l'AVS, un pilier central de la prévoyance vieillesse suisse, étaient faux. L'office fédéral chargé d'établir des prévisions a commis une erreur de 14 milliards de francs à cause d'une formule de calcul erronée. Autrement dit, l'AVS est en meilleure santé financière que ce qu'on pensait. Cette erreur a désormais des conséquences politiques. Car les prévisions financières – inexactes – étaient un argument majeur, notamment lors de la votation populaire du 25 septembre 2022 sur la hausse de l'âge de la retraite des femmes. Ces chiffres trop pessimistes figuraient également dans le matériel de vote. Pensant que l'AVS était en détresse financière, une petite majorité de 50,5 % avait finalement accepté d'élever l'âge de la retraite. Les Verts suisses, en particulier, exigent à présent une nouvelle votation à ce sujet. Leur présidente, Lisa Mazzone, a déjà annoncé que le parti ferait recours auprès du Tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire suisse. Le Parti socialiste a, quant à lui, immédiatement exigé que l'introduction de la 13^e rente AVS approuvée par le peuple soit mise en œuvre plus tôt que prévu, à savoir dès 2025, puisque, souligne-t-il, l'argent pour ce faire est disponible. Plusieurs politiciens du camp bourgeois ont eux aussi réagi avec véhémence à l'erreur de calcul des autorités, leur reprochant d'avoir trahi la confiance du peuple dans les institutions nationales, et ce à un moment où la Confédération annonce de douloureuses mesures d'austérité de grande ampleur (à ce sujet, voir p. 9).

(MUL)

Jeux olympiques: la Suisse remporte huit médailles, et en manque neuf de peu

Avec sa victoire olympique à Paris, Chiara Leone (26 ans) a fait la joie de la Suisse. La tireuse a remporté haut la main l'épreuve de tir à la carabine à 50 mètres trois positions. Julie Derron (triathlon) et Steve Guerdat (saut d'obstacles) ont, quant à eux, fait gagner des médailles d'argent à la Suisse. Et cinq sportifs suisses ont remporté le bronze: Zoé Claessens (BMX Racing), Audrey Gogniat (carabine à air comprimé à 10 m), Roman Mityukov (natation, 200 m dos), Roman Rössli et Andrin Gulich (aviron, deux sans barreur) ainsi que le duo constitué par Tanja Hüberli et Nina Brunner (beachvolley). Ce bilan permet à l'association Swiss Olympic d'atteindre le but qu'elle s'était fixé, même si sa joie est légèrement troublée par le fait que dans neuf disciplines, les athlètes suisses sont arrivés au quatrième rang, manquant ainsi de peu un succès olympique. Dans le tableau des médailles, la Suisse se situe donc bien plus bas que d'ordinaire, en se classant 48^e.

(MUL)

Vous trouverez également des informations plutôt étonnantes sur les anciens médaillés suisses aux Jeux olympiques dans notre rubrique «Chiffres suisses» (p. 19).

Marchandages au Parlement

L'armée verra son budget augmenter, alors même que la Confédération prétend faire des économies en vue des déficits attendus pour ces prochaines années. En Suisse, les finances fédérales font actuellement l'objet d'âpres débats.

SUSANNE WENGER

La ministre des finances, Karin Keller-Sutter (PLR), ne cesse de tirer la sonnette d'alarme. «Les finances fédérales sont dans le rouge», a déclaré la conseillère fédérale dès le début de l'année. Le budget fédéral de 2025, qu'elle a présenté avant les vacances d'été, sera déjà allégé de plus de deux milliards de francs. Plusieurs mesures à court terme y contribueront, notamment des réductions linéaires touchant tous les départements (et auxquelles n'échappera pas la «Revue Suisse»: cf. page 33).

Le fait que le budget proposé n'affiche qu'un léger déficit (85,7 milliards de recettes contre 86,5 milliards de dépenses) est dû à la hausse des recettes fiscales attendue par l'État. Cependant, les mesures d'austérité ne font que commencer, prévient Karin Keller-Sutter. Les projections du gouvernement font état d'un déficit structurel (partie du déficit non imputable à la conjoncture) de l'ordre de 2,5 milliards de francs à partir de 2027. Néanmoins, soutient la ministre des finances, un tel déficit irait à l'encontre du «frein à l'endettement» que la Suisse a adopté par décision populaire en 2003.

Dans quels secteurs faire des coupes?

La menace des chiffres rouges est due à une «forte hausse des dépenses», souligne Karin Keller-Sutter. Il va donc falloir se serrer la ceinture. Mais dans quels secteurs devra-t-on faire des coupes? Deux tiers des dépenses fédérales sont liées à la loi, et d'influents lobbys au Parlement savent très bien comment préserver leur chasse gardée. De plus, les partis ne sont pas d'accord sur la manière d'appliquer le frein à l'endettement: la droite préconise une discipline budgétaire très stricte, tandis que la gauche estime qu'il devrait exister une certaine marge d'interprétation. Une chose est sûre: le taux d'endettement de la Suisse, c.a.d. le rapport entre la dette publique et le PIB, a de nouveau augmenté durant la pandémie de coronavirus. Mais au cours des vingt années de stabilité financière qui ont précédé, les dettes avaient non seulement été évitées, mais même effacées. Le taux d'endettement de la Suisse reste faible en comparaison internationale. Les détracteurs de Karin Keller-Sutter rétorquent que la hausse des dépenses qu'elle décrie ne sont pas sans utilité: sécurité sociale, qualité des infrastructures.

Autant de questions qui font l'objet de débats passionnés depuis des mois à Berne, de manœuvres hâtives et de marchandages au Parlement, le tout avec des implications particulièrement importantes en matière de sécurité et de coopération internationales. Au milieu de ces appels aux restrictions budgétaires, la majorité du Parlement entend toutefois augmenter le budget de l'armée de quatre

milliards de francs avant 2030, soit plus tôt que ce qui était prévu au départ, en raison de la dégradation du contexte sécuritaire sur la toile de fond de la guerre en Ukraine. Le Conseil des États propose de compenser la moitié de cette hausse des dépenses par des coupes dans l'aide au développement car, argumente-t-il, les fonds alloués à cet effet ont augmenté au cours de ces dernières années, sans que pour autant tous les projets d'aide aient été véritablement efficaces. Prendre de l'argent aux plus démunis pour le donner à l'armée: cela pèserait d'autant plus lourd dans



Karin Keller-Sutter, ministre des finances, ne cesse de tirer la sonnette d'alarme: les mesures d'austérité ne font que commencer. Photo Keystone

la balance que le Conseil fédéral prévoit à son tour de détourner l'aide au développement pour financer une partie de son budget consacré à l'Ukraine au cours des quatre prochaines années.

La décision prise par le Conseil des États en juin dernier a suscité de nombreuses critiques, non seulement de la part de la gauche et des organisations d'aide au développement, mais aussi de la part de l'Association de politique étrangère et du Secrétariat d'État à l'économie. Les opposants font valoir que l'aide au développement devrait également faire partie intégrante d'une politique de sécurité éclairée et que la solidarité de la Suisse dans le monde est en jeu.

Un automne financier brûlant

Le Conseil national devait voter le budget de l'armée lors de sa session d'automne (après la clôture de la rédaction de la «Revue Suisse»). En outre, un groupe d'experts externes mandaté par le Conseil fédéral devait présenter des propositions destinées à assainir le budget fédéral. Depuis le printemps, ce groupe a passé au peigne fin toutes les dépenses et subventions de l'État. Une série de tables rondes suivra, et les principales décisions seront prises lors de la session d'hiver du Parlement. La Suisse a un automne et un hiver financiers brûlants devant elle.

Cet article reflète la situation à la date de clôture de notre rédaction, le 26 août 2024.



50^e anniversaire de la «Revue»: les courriers de nos lecteurs

Il y a 50 ans, le premier numéro de notre revue arrivait dans les boîtes aux lettres des Suisses vivant à l'étranger. Aujourd'hui, notre propre boîte aux lettres déborde de courriers de nos lecteurs, qui décrivent l'usage qu'ils font de la «Revue Suisse» et l'importance que celle-ci a pour eux.

Elle n'a pas besoin de gâteau. Ni même de déboucher le champagne. Lorsqu'une revue fête son anniversaire, son plus beau cadeau est de recevoir l'avis de ses lecteurs – qu'il soit bienveillant ou critique. En ce moment, notre cadeau est même double.

D'une part, nous avons reçu plusieurs milliers de réponses à notre sondage des lecteurs. Elles seront dépouillées ces prochaines semaines. D'autre part, notre boîte aux lettres est emplie de courriers de personnes qui nous lisent sur toute la planète, et qui nous expliquent ce qui les relie à la «Revue Suisse» et ce qu'elle leur inspire. Nous vous présentons ici une petite partie de ces témoignages. Vous en trouverez d'autres sur: www.revue.link/temoignages

Ce qui nous réjouit particulièrement, c'est que de nombreux lecteurs voient la «Revue» de la même façon que nous aimons nous-mêmes la voir: non pas comme un simple vecteur d'informations, mais aussi d'émotions. Et, dans le cas de la version imprimée, comme un trait d'union concret entre ici et là-bas, entre les pays qui font partie de la biographie de chacun.

Le premier numéro de la «Revue Suisse» est paru en 1974. Comment est-elle devenue ce qu'elle est aujourd'hui ? A l'occasion de son 50^e anniversaire, découvrez l'histoire de la «Revue» dans le monde, et de la Suisse dans la «Revue», sur: www.revue.link/jubile50

Pour notre 50^e anniversaire, toutes nos éditions dans toutes les langues de publication ont été numérisées. Tous les anciens numéros de la «Revue Suisse» sont ainsi aisément accessibles. Cette possibilité est offerte par la Bibliothèque nationale suisse en coopération avec E-Periodica, un service de la bibliothèque de l'EPFZ: www.revue.link/larevue50



«Je suis Suisse, Vaudois, Lausannois et maintenant je suis aussi Canadien,

Québécois et Blainvillois, deux nationalités, une origine – la Suisse. La «Revue Suisse» est une connexion permanente avec mon pays de cœur dans mon chez-moi au Québec. La «Revue Suisse», c'est comme le Cenovis ou la moutarde Thomy: on ne peut pas s'en passer!»

PHILIPPE MAGNENAT, QUÉBEC, CANADA



«La «Revue Suisse» est un de mes liens actifs avec les Suissesses et Suisses qui vivent à l'étranger. Assurer un tel lien est important afin que pour nous Suisses, présents tout autour du monde, l'adage «Loin des yeux, loin du cœur» soit démenti! Grâce à la «Revue Suisse!»»

LAURENT WEHRLI, CONSEILLER NATIONAL GLION (VD), SUISSE



«Pour moi, la «Revue Suisse» a longtemps été le seul lien entre la Suisse et l'Argentine. Aujourd'hui étudiante en sciences politiques, j'apprécie particulièrement les articles ayant trait à l'actualité de l'État suisse. Mais la «Revue Suisse» ne fait pas qu'informer, elle relie aussi: en 2016, j'ai participé à un camp de jeunesse, une expérience qui a changé ma vie et qui m'a fait apprécier encore davantage mes racines familiales.»

ANA SCHNEEBELI, 19 ANS, ARGENTINE



«Je suis née ailleurs. Pourtant, je suis Suissesse de nationalité et de cœur. Je goûte la «Revue» comme autrefois le Ragusa. Durant la lecture, un pont imaginaire relie mes années vécues en Suisse à l'instant de maintenant. Elle flâne parmi les livres, les pinces, sur mon bureau. Plus tard, la «Revue» se transforme en support pour protéger la table; accueille émotions, couleurs, acryliques sur toiles. Conviviale, la «Revue» devient cardinale.»

IOANA LAZAROIU, FRÉJUS-SAINT RAPHAËL, FRANCE





«Mon voyage avec la «Revue Suisse» a commencé quand j'étais à l'école enfantine. J'ai un souvenir très vif de la manière dont je la feuilletais avant même de savoir lire, tant j'étais fasciné par les photos. Cette expérience nostalgique a créé un lien solide qui perdure jusqu'à ce jour: chaque édition propose une foule de connaissances et d'éclairages. Ainsi, la «Revue Suisse» reste un lien essentiel avec notre héritage suisse et nous transmet un sentiment de continuité et de communauté qui est d'une valeur inestimable pour les Suisses de l'étranger sur toute la planète.»

FRANÇOIS SCHWALB, MOOKETSI, AFRIQUE DU SUD



«Depuis que je me suis établie aux États-Unis, il y a 33 ans, je suis une lectrice assidue de la «Revue Suisse». Elle a toujours été là, dans ma boîte aux lettres. Ce qui me donne envie de la lire, ce sont ses articles captivants sur le riche paysage culturel et politique de la Suisse. Mais ce que j'apprécie le plus, ce sont les pages consacrées aux différents clubs suisses en Amérique du Nord. Ces éclairages m'inspirent. Il est beau de voir à quel point les Suisses de l'étranger gardent un lien actif avec leur héritage, et comment la «Revue Suisse» fait office de trait d'union précieux avec notre pays d'origine.»

HEDWIG VICKI BURKHARD, FORT MYERS, ÉTATS-UNIS



«La «Revue Suisse» a toujours été un pont me reliant avec une partie de mes racines. Depuis que je suis née, le facteur nous apporte cette revue d'un pays lointain qui, à en juger d'après les photos et les textes qu'elle contient, offre ordre social et puissance économique, mais aussi des paysages d'une incomparable beauté: collines, montagnes et trains dignes des meilleurs peintres. La Suisse comme l'image de la perfection, et la «Revue Suisse» comme notre fenêtre ouverte sur la Suisse!»

MICAELA BERTUCHE, ARGENTINE



«La «Revue Suisse» est excellente à tous les égards. Que la rédaction prenne note, avec son sens habituel de la solidarité patriotique, de ma note globale de 20+/20 et de mon amour pour notre beau pays.»

C.N.M. ETIENNE MAFFEI, FRANCE



«J'apprécie les lectures de qualité et la «Revue Suisse» ne m'a jamais déçue. Elle est rédigée avec soin et représente une fenêtre ouverte sur la Suisse. C'est comme si l'on recevait un petit morceau de Suisse livré à domicile, sans qu'on ait à gravir les Alpes ou à chanter du yodel. Chaque édition me donne le sentiment d'être reliée à mes origines et à la communauté suisse en général. Ce que je préfère dans la «Revue Suisse», c'est sa capacité à trouver l'équilibre parfait entre un journalisme sérieux et des récits plus légers.»

RUTH KAMIENECKI-BRASCHLER ET FAMILLE, ÉTATS-UNIS

Grâce à Alain Berset, la Suisse sera plus présente en Europe

Pour la première fois, un Suisse a été élu à la tête du Conseil de l'Europe: son nouveau Secrétaire Général s'appelle Alain Berset et a pour objectif de renforcer cette organisation internationale. Mais il pourrait également aider la Suisse à gagner en visibilité en Europe.

EVELINE RUTZ

Située au cœur de l'Europe sans en faire partie, la Suisse suit son propre chemin sur le continent. Elle n'est donc généralement pas conviée aux rencontres des chefs d'État. Comme le montrent régulièrement les sondages, le peuple suisse fait preuve, dans sa majorité, de scepticisme vis-à-vis de l'Union européenne (UE). Les tentatives de rapprocher la Suisse de l'UE ont du mal à s'imposer en politique, tant la crainte que le pays perde sa souveraineté et sa prospérité est grande. Une majorité de Suisses

perbe résidence à Strasbourg. Il dirige plus de 1 800 collaborateurs et gère un budget de près de 625 millions de francs. Il est responsable de l'orientation stratégique du Conseil de l'Europe et le représente à l'extérieur. Succédant à la Croate Marija Pejčinović Burić, plutôt réservée, Alain Berset frappe par son autorité et sa volonté de faire bouger les choses. Il entend renforcer le poids de cette organisation qui défend les droits humains et comprend aussi la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH). Alain Berset pourrait également aider

tée à ce poste clé a une signification particulière pour la Suisse, poursuit-elle, car elle n'est pas membre de l'UE. Alain Berset a toutes les cartes en main pour rehausser l'image du Conseil de l'Europe.

Cette façon de participer à l'Europe plaît à beaucoup. La Suisse se verra renforcée dans son rôle de médiatrice, note le politicien UDC Alfred Heer. Il préside la délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et relate qu'on lui témoigne désormais bien plus de respect. «Il est toujours utile d'avoir un concitoyen à un poste clé.» Alfred Heer souligne toutefois que le Secrétaire Général a des obligations vis-à-vis du Conseil et de ses 46 États membres. Pour lui, le fait qu'Alain Berset ne soit pas issu d'un pays de l'UE est un atout : «J'espère que le Conseil de l'Europe pourra à nouveau jouer un rôle plus actif dans le règlement des conflits.»

Rencontre avec son successeur: la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić, lors d'une visite en Suisse en septembre 2023, à côté d'Alain Berset, alors président de la Confédération.

Photo Keystone



semblent donc s'accommoder du fait que leur pays joue un rôle secondaire sur la scène politique européenne.

Le fait qu'au printemps, tous les partis aient soutenu la candidature du socialiste Alain Berset, conseiller fédéral jusqu'en 2023, au poste de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, est donc digne d'être relevé. Des Verts à la frange droite de l'UDC, l'unanimité régnait: la Suisse voulait saisir l'opportunité rare d'occuper ce poste influent. Le succès a été au rendez-vous et, depuis le 18 septembre 2024, Alain Berset est en fonction. L'homme de 52 ans occupe une su-

la Suisse à gagner en visibilité: non qu'il puisse défendre les intérêts nationaux de celle-ci, mais comme représentant d'un pays médiateur dans les conflits, qui est fier de sa tradition des «bons offices».

La façon suisse de participer à l'Europe

La Suisse sera moins isolée en Europe, affirme Mme Helen Keller, ancienne juge à la CourEDH. «Elle a gagné une importante figure de proue dans une organisation de premier plan», juge la professeure de droit. Être représen-

La priorité d'Alain Berset: l'Ukraine

Le nouveau Secrétaire Général l'a répété plusieurs fois: il compte faire du soutien à l'Ukraine une priorité. «Les dommages qui lui ont été infligés doivent être compensés», dit-il. Afin de pouvoir un jour calculer le montant de ces dommages, le Conseil de l'Europe prévoit de documenter les conséquences de l'agression russe. Alain Berset entend renforcer l'organisation dans son ensemble. Il veut lutter contre la désinformation et la manipulation d'informations, qui ont pris de nouvelles formes grâce à l'intelligence artificielle. Lors de son élection, il a parlé de la grande responsabilité qui lui échouait. Le Conseil de l'Europe, a-t-il déclaré, se bat pour la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. «Ce sont les



valeurs qui donnent à notre continent sa stabilité, et pour lesquelles nous devons nous battre jour après jour.»

Un faible pour les grandes cérémonies

Alain Berset se montre souverain sur la scène internationale. Il est charismatique, éloquent et sûr de lui. Dans sa jeunesse, il a remporté de nombreux succès en course à pied et a été champion romand sur 800 mètres. Le Fribourgeois a aussi mené sa carrière politique avec détermination. En 2003, il a été le plus jeune élu au Conseil des États, à 31 ans. En 2011, il est parvenu à se faire élire au Conseil fédéral.

À la tête du Département fédéral de l'intérieur, Alain Berset dirigeait notamment le secteur de la santé et de la politique sociale. En 2018 et 2023, il a présidé le gouvernement suisse et l'a représenté au plus haut niveau. C'est au plus tard à ce moment-là qu'on a découvert le goût d'Alain Berset pour les grandes cérémonies. Par exemple lors de la visite d'État du président français, Emma-

nuel Macron, à Berne, ou lors d'interventions aux côtés de Donald Trump et d'Olaf Scholz. Dans la course au poste de Secrétaire Général, le Romand a gagné des points grâce à son étiquette d'«homme d'État suisse»: ses concurrents Indrek Saar (Estonie) et Didier Reynders (Belgique) ne pouvaient pas se targuer de la même expérience.

Alain Berset a l'habitude de gérer les crises. La pandémie de coronavirus l'a mis à rude épreuve. Dès le



L'avenir de l'Ukraine constitue l'une des grandes priorités d'Alain Berset: il l'a assuré avant même d'être élu Secrétaire Général. Photo Keystone

Telle est l'image que les Suisses ont gardée d'Alain Berset: un homme politique qui se déplaçait rarement sans son borsalino. C'est durant la pandémie de coronavirus que son chapeau est devenu sa marque distinctive. Photo Keystone

début, le ministre de la santé a été sous les feux de la rampe. Et il a été acclamé, comme tous les membres du Conseil fédéral, pour la mesure dont il a fait preuve, en comparaison internationale, dans les restrictions imposées à la vie publique. Ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché d'essuyer des critiques virulentes des milieux opposés à la limitation des contacts ou au port de masques hygiéniques, par exemple.

Durant son mandat au Conseil fédéral, Alain Berset a en outre été confronté à une tentative de chantage d'une ancienne maîtresse. À l'été 2022, il a attiré l'attention des médias quand, à l'occasion d'un vol privé en Cessna 182 en France, il a été intercepté par deux avions de chasse. Face à toutes ces «affaires», le socialiste a dû répondre à des questions embarrassantes, qu'il a parées avec aplomb. Sa nonchalance, pour reprendre un terme utilisé par ses adversaires, pourrait lui avoir coûté quelques points de sympathie. Mais dans l'ensemble, son image est restée positive. Aux yeux des Suisses, il a été le membre le plus influent du Conseil fédéral, y compris durant sa dernière année de mandat.

L'APCE a donc opté pour une figure forte. L'origine joue toujours un rôle, a déclaré Alain Berset au «Tages-Anzeiger». Il avait amené Fribourg au Conseil fédéral, et amène désormais la Suisse au Conseil de l'Europe. Soit dit en passant: il n'est pas de ceux qui critiquent le verdict de la CourEDH dans l'affaire des Aînés pour le climat (cf. «Revue Suisse» 4/2024). La Suisse a ratifié la Convention des droits de l'homme et s'est engagée à mettre en œuvre les décisions de la cour strasbourgeoise, note Alain Berset. «Nous sommes au cœur de l'Europe, et nos valeurs sont elles aussi européennes.»

Agrandir le réseau des autoroutes: une fausse bonne idée?

La Suisse veut investir 5,3 milliards de francs dans l'extension de ses autoroutes. L'objectif est de réduire les embouteillages. Pour les adversaires du projet, construire plus de routes entraînera encore plus de trafic. Le 24 novembre 2024, les électeurs se prononceront au sujet de ce crédit controversé.

THEODORA PETER

Depuis soixante ans, plusieurs axes autoroutiers traversent la Suisse d'est en ouest et du nord au sud. Le tronçon de l'A1 situé au Grauholz, aux portes de Berne, est parmi les plus anciens. Jusque dans les années 1970, 16 000 véhicules l'empruntaient tous les jours. Aujourd'hui, il y en a près de 100 000, ce qui provoque des bouchons aux heures de pointe. Dans les années 1990, ce tronçon a été élargi à six voies, auxquelles devraient s'ajouter prochainement deux autres voies. L'élargissement prévu au Grauholz n'est qu'un des six projets qui bénéficieront de l'enveloppe totale de 5,3 milliards de francs affectée aux routes nationales. D'autres extensions autoroutières sont prévues, notamment au bord du lac Léman, ainsi qu'un nouveau tunnel routier sous le Rhin à Bâle et des galeries supplémentaires pour des tunnels près de Saint-Gall et de Schaffhouse.

Une alliance de quarante organisations de défense de l'environnement et partis politiques s'oppose à cette «extension effrénée des autoroutes» et a fait aboutir un référendum contre le crédit décidé par le Parlement. Le peuple devra donc se prononcer sur le projet en novembre 2024. «Construire des routes pour éviter les

embouteillages est un concept qui date du siècle dernier», déclare la conseillère nationale Verte Franziska Ryser (SG). Elle est coprésidente de l'association «actif-trafiC», pour qui le trafic individuel motorisé doit être complètement repensé. Au lieu de financer de «monstrueux projets fossiles», l'argent public ferait mieux d'être investi dans le transfert du trafic de la route au rail, souligne-t-elle.

Le paradoxe de l'œuf et de la poule

Pour les opposants au projet, les autoroutes «menacent le climat»: non seulement parce que le trafic routier est responsable d'environ un tiers des émissions de CO₂, mais aussi parce que les énormes quantités de béton et d'acier nécessaires pour construire les routes émettent également des gaz à effet de serre nocifs. À cela s'ajoutent la pollution sonore et la disparition de précieuses terres agricoles. Dans le cas des plans d'extension du Grauholz, l'association des paysans bernois s'insurge contre elle aussi contre la perte de plusieurs hectares de terres agricoles.

L'argument phare de la campagne des opposants est que des routes plus nombreuses et plus larges ne dé-

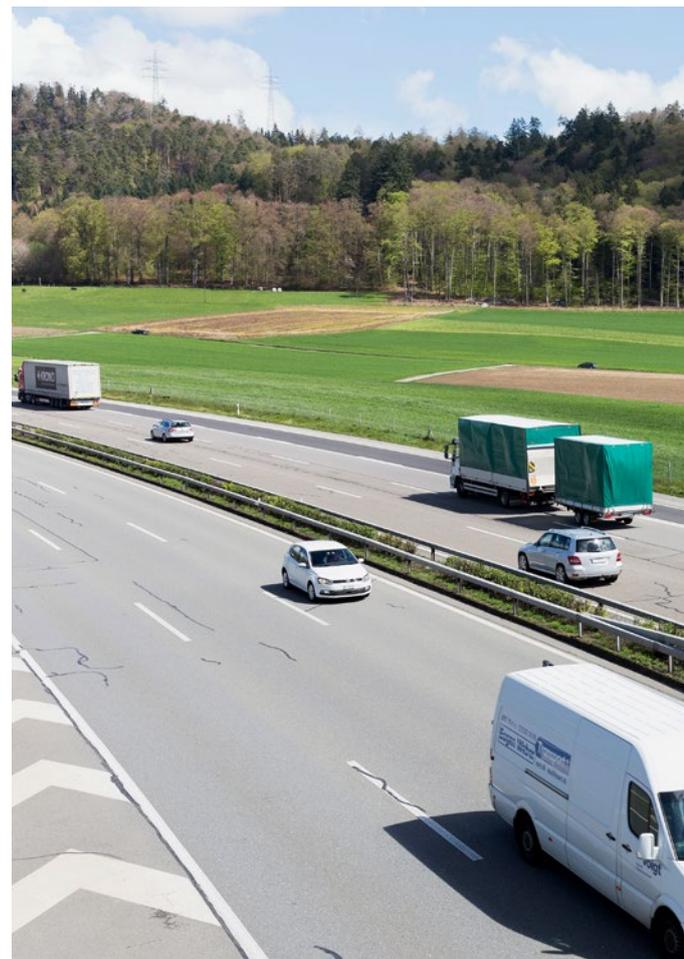
sengorgeront le trafic qu'à court terme, et que leur extension créerait de fausses incitations et entraînerait, à long terme, de nouveaux embouteillages. D'après les experts, il est difficile de savoir si davantage de routes entraîneraient réellement davantage de trafic. Pour Carsten Hagedorn, professeur en planification routière à la Haute école spécialisée de Suisse orientale (OST), on a affaire ici au paradoxe de l'œuf et de la poule: «Qu'est-ce qui est apparu en premier: le trafic ou la route?» En fin de compte, on construit des routes là où il y a une demande, a déclaré le professeur à la radio SRF. D'après lui, de nouvelles routes raccourciraient la durée des trajets: «Lorsqu'il s'agit de choisir entre sa voiture ou un autre moyen de transport, la durée du trajet est un

L'autoroute A1 près du Grauholz: il est prévu d'y ajouter deux voies supplémentaires, au détriment des terres agricoles à l'arrière-plan.

Photo Keystone

Le 10 mai 1962, le tout premier tronçon de l'actuelle autoroute A1 a été inauguré au Grauholz. Pas de glissières de sécurité au bord de la route, mais une foule de curieux amassés en ce jour pluvieux.

Photo d'archive Keystone



facteur important. Par conséquent, une extension des routes pourrait effectivement rendre la voiture plus attrayante.»

Le coût élevé des embouteillages

Pour les partisans du projet, il s'agit uniquement d'éliminer les goulets d'étranglement. L'infrastructure routière, vieille de plus de soixante ans, ne répond plus aux besoins actuels de la population et de l'économie, affirme l'entrepreneure Diana Gutjahr, conseillère nationale UDC (TG). «Lorsque nos forces vives sont bloquées dans les bouchons, elles ne peuvent pas travailler.» Et le choix du train n'est pas possible pour tous les travailleurs. En 2023, près de 48 800 heures d'embouteillage ont été enregistrées sur le réseau routier national, soit 22 % de plus qu'en 2022. Diana Gutjahr chiffre l'impact financier de cette surcharge du trafic à environ 1,2 milliard de francs par an.

Allonger la durée des transports, dit-elle, augmente le prix des produits et des services.

Le comité des partisans du projet fait aussi valoir que celui-ci déchargerait les villes et les communes. Une circulation fluide sur les axes principaux réduirait le trafic de contournement: les pendulaires utiliseraient moins d'itinéraires bis sur les routes secondaires ou dans les quartiers résidentiels. Ce qui améliorerait la qualité de vie de la population dans les villes et les agglomérations.

Lors du scrutin de novembre, trois autres projets seront mis en votation (voir encadré). Les Suisses de l'étranger qui possèdent ou louent des biens immobiliers en Suisse peuvent être concernés, en particulier, par les deux révisions du droit du bail.

Comité du «oui»: www.avancer-ensemble.ch
Comité du «non»: www.folie-autoroutiere.ch



Aperçu des votations du 24 novembre 2024

Crédit pour l'extension des routes nationales

Avec l'étape d'aménagement 2023, le Parlement a approuvé six projets pour un coût total de 5,3 milliards de francs. Il est prévu de construire des voies de circulation et des galeries de tunnel supplémentaires sur les tronçons autoroutiers très chargés. Une alliance de quarante organisations s'oppose à cette «folie autoroutière». Elle estime que le projet est dommageable, cher et inutile. Pour les partis bourgeois, favorables au projet, celui-ci ne vise qu'à éliminer les goulets d'étranglement (voir l'article à ce sujet).

Droit du bail I: des règles plus sévères pour la sous location

Un locataire qui souhaiterait sous-louer un appartement ou une chambre aura désormais besoin de l'accord écrit du propriétaire, et devra fournir plus d'informations sur la sous-location. Jusqu'ici, un accord oral suffisait. En cas d'infraction, les locataires risquent une résiliation de leur bail. L'association des locataires et les partis écologistes et de gauche s'opposent à cet affaiblissement de la protection des locataires.

Droit du bail II: résiliation du bail facilitée en cas d'usage personnel

En Suisse, il sera désormais plus facile d'utiliser pour son usage personnel un appartement donné en location. Jusqu'ici, le propriétaire d'un bien immobilier devait prouver, pour résilier un contrat de bail, qu'il avait «urgemment» besoin du bien en question pour lui-même ou pour des parents proches. La gauche s'oppose à cette «attaque du lobby immobilier visant à chasser les locataires pour relouer plus cher». La droite, favorable au projet, considère cette nouvelle réglementation comme équitable.

Financement uniforme des prestations de l'assurance-maladie

Dans le secteur de la santé, il existe aujourd'hui différents systèmes de financement en fonction du domaine concerné (ambulatoire, stationnaire, soins). Le Parlement espère qu'un financement uniforme fera baisser les coûts, par exemple en donnant la priorité aux traitements ambulatoires plutôt qu'aux séjours en hôpital, plus onéreux. Ce projet permettrait d'économiser jusqu'à 440 millions de francs annuels. Le syndicat SSP s'y oppose: il craint une dégradation des conditions de travail du personnel soignant, ainsi que de la qualité des soins.

Une cloche appelée Susanne

«Susanne» est le petit nom de cette grosse cloche. Suspendue au clocher de la Collégiale de Berne, elle pèse près de dix tonnes et chante d'une voix admirable. C'est le bourdon le plus puissant de Suisse, un pays qui ne manque pourtant pas de cloches.

DÖLF BARBEN

Amusez-vous donc à regarder une carte de la Suisse en fronçant les sourcils: ne dirait-on pas la clochette d'une réception d'hôtel ? Se mettra-t-elle à sonner si l'on appuie sur le bouton situé au niveau du canton de Schaffhouse? Cette comparaison n'est peut-être pas aussi bête qu'elle en a l'air. Car la Suisse est le pays des cloches. De partout résonnent des milliers de «ding ding dong»: des cathédrales, des églises, des chapelles. Sans parler des dizaines de milliers de cloches et clochettes accrochées au cou des vaches, des moutons et des chèvres.

Il se trouve même des personnes qui portent des cloches devant eux, comme ces groupes de «Trychler» qui défilent en cortège ou, plus récemment, veulent donner le ton en politique. Ou comme Schellen-Ursli, héros du livre d'images de Selina Chönz et Alois Carigiet, qui veut à tout prix avoir la plus grande cloche au Chalandamarz, cette fête traditionnelle qui célèbre l'approche du printemps dans le canton des Grisons.

Tout est question d'acoustique

La Suisse est bel et bien le pays des cloches. Mais qu'est-ce qui rend les cloches si particulières? Pourquoi n'accroche-t-on pas de simples plaques de tôle dans les églises? Si quelqu'un le sait, c'est bien Matthias Walter. Cet historien de l'architecture, originaire de Berne, est l'un des experts en cloches les plus sollicités en Suisse.

«Essayez donc de donner un coup de marteau sur une cuve à mazout», dit-il. «Vous n'entendrez qu'un bruit de ferraille: voilà toute la différence.» Matthias Walter se tient dans la salle basse des cloches de la Collégiale de Berne. C'est le lieu idéal pour aborder le sujet. Au-dessus de sa tête est suspendue la plus grosse cloche de Suisse. Elle a 413 ans, pèse près de dix



Une question de prestige: Berne n'ayant jamais été le siège d'un évêché, sa Collégiale et son carillon se devaient d'être particulièrement imposants. Photos (en haut et à gauche) Keystone

tonnes, donne le mi et se nomme simplement «Grosse Glocke» ou Susanne. Matthias Walter frappe du plat de la main sur sa paroi extérieure. Elle émet un bruit mat puis, petit à petit, un très joli son: «Une plaque de métal ne donnera jamais rien de tel.»

Des cloches en fer forgé non plus. «Elles rendent un son, oui, mais on ne peut pas parler de musique», dit-il. Les cloches d'église, elles, sont coulées. Elles sont généralement en bronze, un alliage de cuivre et d'étain. «Elles chantent.»

Le secret d'une bonne cloche

Le principe de la cloche est connu depuis la nuit des temps. Mais ce n'est qu'au Moyen Âge que les fondeurs ont inventé sa forme classique, épaissie sur le bord inférieur: c'est là le secret pour obtenir un son unique et bien perceptible, explique Matthias Walter.

En réalité, une cloche produit environ trente autres sons, certains à peine audibles. Ce sont surtout les aigus qui comportent des dissonances; et ce sont ces dernières qui confèrent à chaque cloche son timbre caractéristique. «Malgré toutes les frictions, les cloches peuvent rendre un son merveilleux», dit-il. Comme la Grande Cloche, au timbre velouté. «Elle rend un son noble et serein.» Susanne sonne chaque dimanche la messe, de

concert avec les autres cloches. Les jours de grande fête, on l'entend toute seule. Ce n'est plus une sonnerie, s'enthousiasme l'expert, «c'est un chant ininterrompu».

La Collégiale possède sept cloches: trois dans la salle basse, quatre dans la salle haute. Il existe de nombreuses combinaisons possibles pour les faire sonner. Mais elles ne sonnent ensemble qu'une fois par an: pour annoncer la messe du premier jour de l'Avent.

Ce qui est valable pour une cloche l'est aussi pour le carillon dans son ensemble. Les frictions sont inévitables. Les fondeurs connaissent certes quelques lois: par exemple, comment le diamètre ou l'épaisseur de la paroi des cloches affectent la hauteur de la note. C'est comme pour les verres à vin, explique Matthias Walter: «Plus ils sont hauts et fins, plus ils rendent un son grave.» Mais il arrivait parfois que la note ne corresponde pas tout à fait aux attentes des fondeurs, explique notre spécia-

Le carillon de la Collégiale

Dans le carillon de la Collégiale de Berne, les cloches sonnent dans l'ordre suivant (intervalles en secondes):

Cloche d'argent	0'
Cloche de la prière	4'
Cloche des pénitents	9'
Cloche du prêche	12'
Cloche de midi	17'
Grande cloche / Susanne	22'

A noter: le son de la grande cloche est quasiment inaudible, sa basse s'intégrant de façon si harmonieuse au carillon que la cloche reste discrète, malgré son imposante taille.



revue.link/susanne



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire.

**Aujourd'hui:
la plus grosse
cloche de Suisse.**

liste. Dans certaines églises, les cloches ne s'accordent pas bien. «Malgré tout, il peut en résulter un son mélodieux.»

Les sept cloches de la Collégiale de Berne sont «relativement bien accordées» et produisent ensemble «l'un des plus majestueux carillons d'Europe, d'une grande importance historique». La Grande Cloche est un «véritable joyau mondial».

Grand, toujours plus grand

A l'instar de Schellen-Ursli, tous les évêques et pontifes n'aspiraient-ils pas eux aussi à posséder la plus grosse cloche? Matthias Walter acquiesce en souriant. Berne, qui n'a jamais été le siège d'un évêché, a justement pu «montrer ce dont elle était capable» avec sa Collégiale et son majestueux carillon. Techniquement, il est possible de couler des cloches encore plus grandes, et on l'a fait ici et là. «Mais cela ne sert pas à grand-chose», dit-il. Car comme les très grandes cloches produisent aussi des notes aiguës et que l'ouïe humaine perçoit mal les notes très basses, «de telles géantes ont un effet décevant».

Comment faire danser Susanne

Au fil de la conversation, quelque chose nous frappe: Matthias Walter n'appelle jamais la Grande Cloche «Susanne». Ce petit nom, explique-t-il, n'est apparu qu'il y a quelques décennies. C'est un carillonneur qui semble le lui avoir donné, car il lui était aussi difficile de guider les pas de danse de son épouse Susanne que de sonner la Grande Cloche.

A l'époque, en effet, mettre Susanne en branle n'était pas une mince affaire. Huit carillonneurs devaient s'y atteler. Dans la salle des cloches, on voit encore les positions qu'ils adoptaient pour tirer sur les cordes. Depuis 1944, les cloches de la Collégiale sont dotées de moteurs électriques. Notre «campanologie» est un



Le battant détermine en grande partie le son d'une cloche et son volume. Aujourd'hui, ce dernier peut être atténué par des battants spéciaux.

Photo Keystone



Pour Matthias Walter, les cloches d'église ne sonnent pas: «elles chantent.»

Photo DR

puits de science. Il nous explique que les immenses forces dégagées par le balancement des cloches sont déviées vers le bas par de grandes poutres en bois et ne représentent donc aucun risque. Il y a davantage de danger, dit-il, quand la fréquence d'une cloche correspond à l'oscillation propre au clocher. «Les deux peuvent alors s'amplifier mutuellement, comme lorsque des personnes marchent au pas sur un pont.» À cet égard, il est «amusant» de constater que la cloche «la plus dangereuse» de la Collégiale est la deuxième plus petite.

Walter, expert en cloches, n'hésite pas à partager ses connaissances avec les paroisses lorsqu'elles ont un problème avec une cloche ou un carillon. En ce qui concerne la Collégiale, il a proposé, il y a une vingtaine d'années, de redonner «un rôle de soliste» à la «cloche des pénitents». Cette proposition suscita une controverse, car cette cloche était à l'origine celle du bourreau, qui était sonnée lorsque quelqu'un était conduit à l'échafaud. Entre 1735 et 1861, cela s'est produit 65 fois. Aujourd'hui, elle se contente d'annoncer le début de la soirée.

Un dompteur de cloches

Matthias Walter aide aussi à résoudre les conflits avec les voisins. Pour ce faire, il a inventé des battants qui s'étirent des deux côtés dans le sens du mouvement. Le balancement étant moindre, le volume sonore est réduit de moitié. Autre effet surprenant de

ces battants: les cloches qui produisaient des harmoniques stridentes se mettent à chanter, comme Susanne le fait depuis toujours: Matthias Walter n'est pas qu'un expert en cloches, il est aussi un dompteur de cloches.



Interlaken, Eglise du château

Photo Siscaphoto

Les cloches à la radio

Chaque samedi soir à 17 h 20, les cloches des églises sonnent sur la radio suisse SRF pour annoncer le dimanche. «Glocken der Heimat» est une émission culte. Mais depuis quelques années, la collection de plus de 300 sonneries ne s'enrichit plus.

L'émission a toujours son public, affirme Matthias Walter, qui a contribué à de nombreux enregistrements. Aujourd'hui, on trouve aussi de nombreuses sonneries sur d'autres canaux, comme YouTube.

Le site web de la SRF permet d'écouter quelque 300 sonneries de cloches. Et d'apprendre beaucoup de choses sur l'histoire et la technique des cloches.

www.revue.link/bimbam



La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 49^e année six fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques.

Les nouvelles régionales de la «Revue Suisse» paraissent quatre fois par an.

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

Toute personne enregistrée auprès d'une représentation suisse reçoit le magazine gratuitement. Les personnes non inscrites auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel : Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL)
Stéphane Herzog (SH)
Theodora Peter (TP)
Susanne Wenger (SWE)
Paolo Bezzola (PB, représentant DFAE)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE

La responsabilité éditoriale de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est assumée par la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Etranger (OSE). Adresse postale de l'édition, de la rédaction et du sponsoring : Organisation des Suisses de l'Etranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires :
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE
ÉDITION: 26 août 2024

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat, la rédaction n'ayant pas accès à vos données administratives.



Le cocktail de chiffres de la fête nationale, cuvée 2024

30

La fête nationale suisse, qui a lieu le 1^{er} août, était un jour férié cette année. Mais ce n'est le cas que depuis 30 ans, depuis 1994. L'idée a été proposée par le parti d'extrême droite «Action nationale», qui a lancé une initiative populaire à ce sujet et remporté ainsi son plus grand succès: près de 84 % de la population s'est montrée favorable au projet. Un résultat record.



Foto: Stockphoto

8.11.1307

Le serment du Grütli ne date-il donc pas du 1^{er} août? Non. D'après l'historien Aegidius Tschudi (1505-1572), ce serment a été prêté le 8 novembre 1307. C'est la raison pour laquelle ce n'est pas l'année 1291, mais 1307 qui a été gravée dans le socle du monument à la mémoire de Guillaume Tell, à Altdorf.

1899

Vous vous dites peut-être que l'essentiel est de fêter le jour de la naissance de la Suisse, que le 1^{er} août soit férié ou non. Mais en réalité, il ne s'agit même pas du jour de la naissance de la Suisse. Il n'est célébré au titre de «fête nationale» que depuis 1891. Et ce n'est qu'en 1899 que le Conseil fédéral a décrété que désormais, les cloches des églises sonneraient le soir du 1^{er} août et que ce jour serait fêté «en toute simplicité et avec dignité».

2



Aux Jeux olympiques de Paris, des drapeaux suisses un peu plus petits ont été brandis (voir Nouvelles, p. 8). Entre 1912 et 1948, les Jeux comprenaient aussi des disciplines littéraires et artistiques. Les artistes suisses y ont remporté huit médailles. Le graphiste Alex Walter Diggelmann a ceci de particulier qu'il est le seul champion olympique à avoir gagné deux médailles au cours d'une seule et même épreuve. En 1948, dans la discipline «Graphisme appliqué», il a remporté les deuxième et troisième places du podium avec deux œuvres. Le nombre d'œuvres qu'il a produites au cours de sa carrière lui aurait même permis, en fait, d'occuper les trois places du podium.
www.revue.link/diggelmann

6 400 m²

Le Conseil fédéral a donc recommandé de fêter le 1^{er} août «en toute simplicité et avec dignité» en décrétant ce jour férié. Ce qui n'empêche pas les Suisses d'aujourd'hui de jouer un peu avec les superlatifs: cette année, ils ont à nouveau accroché le plus grand drapeau suisse à la paroi nord du Säntis. L'étendard mesure 6 400 m² et pèse 700 kg. Sa pose a nécessité trois heures de travail et mobilisé une vingtaine d'alpinistes.



Foto: Keystone

Le journaliste qui arpente la Suisse

Depuis de nombreuses années, Thomas Widmer effectue chaque semaine des randonnées un peu partout en Suisse et rédige des comptes rendus aussi divertissants que détaillés de ses promenades. Marcher le rend heureux, comme des millions d'autres personnes dans le pays.

SUSANNE WENGER

Lorsqu'on ouvre un guide de randonnée suisse, on s'attend probablement à y trouver les régions où se situent les sommets les plus célèbres. Thomas Widmer, en revanche, préfère proposer des destinations moins connues, comme c'est le cas dans son dernier livre. L'une d'entre elles est Hägendorf (SO), une petite localité du canton de Soleure située au pied du Jura, où il est tombé sur un bout de forêt appelé «Amerikanerblätz», qui a piqué sa curiosité.

En dialecte alémanique, «Blätz» désigne un morceau de terrain. La commune l'a défriché en 1854 pour financer, avec la vente du bois, la traversée vers l'Amérique de 128 de ses habitants, afin que ceux-ci ne grèvent pas davantage la caisse d'assistance. Outre le nom du lieu-dit, une stèle commémorative rend hommage à ces malheureux envoyés outre-Atlantique. Thomas Widmer écrit: «Chaque contrée recèle ses propres anecdotes et souvenirs.»

La randonnée, sport national numéro un

Cet Appenzellois de 62 ans a été décrit par le magazine allemand «Der Spiegel» comme le «pape suisse de la randonnée». Thomas Widmer déclare ne vouloir convertir personne, mais chacun de ses livres devient un best-seller. Il tient un blog quotidien sur le sujet et rédige depuis vingt ans une chronique très appréciée. Celle-ci paraît actuellement dans la revue «Schweizer Familie», où il travaille comme reporter. Il y raconte les randonnées qu'il effectue une ou deux fois par semaine. Par tous les temps.

Le samedi, il part avec un groupe d'amis. «Randonner à plusieurs permet de partager son émerveillement et de l'amplifier», dit-il. Le goût de la randonnée est très répandu en Suisse. La pratique a commencé à se populariser dans la seconde moitié du XIX^e siècle: c'est aujourd'hui le sport national numéro un. D'après l'Office fédéral du sport, près de 60 % des habitants du pays à partir de 15 ans randonnent régulièrement, ce qui représente environ quatre millions de personnes.

Un réseau de chemins protégé par la Constitution

Le nombre des amateurs de randonnée s'est nettement accru ces dix dernières années, et ils se sont diversifiés. Davantage de jeunes, de femmes et d'expatriés la pratiquent. La plupart n'ont pas d'ambition sportive. D'après un sondage, ils marchent avant tout pour entretenir leur santé et découvrir la nature. Il faut dire que l'infrastructure s'y prête: le réseau de chemins de randonnée balisés s'étend sur 65 000 kilomètres. Et depuis plus de 40 ans,

fait unique au monde, il est protégé par la Constitution. Depuis 2023, la randonnée figure en outre dans l'inventaire national des traditions vivantes.

C'est grâce à ce «culte de la randonnée» que ses publications ont du succès, explique Thomas Widmer: «Quand on écrit sur le sujet, et qu'on ne le fait pas trop mal, on est sûr de trouver son public.» Il pêche un peu par modestie. Car ses textes, par leur style et leur contenu, sortent du commun: ils sont amusants et intelligents à la fois. On peut les lire en randonnant pour apprendre une foule de choses passionnantes sur tous les coins de la Suisse.

Plaisir plutôt que performance

Thomas Widmer ne s'inspire pas seulement des noms de lieux-dits, mais aussi de livres anciens. Ou alors il prend le train jusqu'à tel ou tel endroit et suit ensuite, depuis la gare, la direction qui lui semble la plus attrayante sur les panneaux indicateurs jaunes de randonnée. La «Basler Zeitung» a surnommé cet explorateur des temps modernes le «Humboldt de la province suisse».

Il dit randonner pour le plaisir. «L'époque des performances en chaussettes rouges est révolue», assure-t-il. Non qu'il craigne l'effort: il passe des heures à monter et à descendre et connaît aussi des déboires. «La randonnée est un psychodrame», dit-il. Mais marcher pour le plaisir signifie «aussi visiter de temps à autre une exposition en plein air ou s'attarder dans une belle église». Pour lui, s'ar-



«La randonnée est un psychodrame», déclare Thomas Widmer. Et le panneau planté devant ce petit pont semble lui donner raison: «Franchissement à vos risques et périls». Photo MAD





rêter dans une auberge perdue fait également partie intégrante de la randonnée. Ne serait-ce que pour honorer «le fait que quelqu'un tienne une auberge aussi isolée».

La randonnée, une technique culturelle

Thomas Widmer a pris goût à la randonnée pendant ses études d'islamologie à Berne. En ville, le monde rural de ses origines lui manquait. Aujourd'hui, la randonnée lui sert de technique culturelle pour faire face à la fébrilité des temps numériques. À pied, le temps s'écoule autrement: «À chaque heure qui passe, je respire et perçois mieux ce qui m'entoure, le parfum des fleurs et de la résine, la beauté d'un papillon ou parfois même un cerf en forêt.» La meilleure randonnée est celle où il rentre à la maison «épuisé, mais en pleine harmonie».

A son avis, s'il y a de plus en plus de gens qui randonnent, c'est parce qu'ils ont envie de s'évader: «Dans notre petit pays densément peuplé, le silence et l'espace sont devenus un luxe.» Seulement voilà: le boom de la randonnée a entraîné une fréquentation excessive des sentiers, que les marcheurs doivent désormais partager avec un nombre croissant de vététistes. Des moyens de transport toujours plus modernes donnent accès aux sommets, la musique résonne dans les «pumptracks» des montagnes où sont installés des châteaux gonflables en plastique.

Ne pas suivre le troupeau

Mais Widmer garde la tête froide face à une telle évolution. Quiconque a déjà pris un train de montagne ou fréquenté un restaurant d'altitude en est un peu responsable et ne devrait pas trop s'en plaindre, dit-il. Personnellement, il la trouve pratique, «cette répartition du travail entre des montagnes envahies par une publicité agressive et celles où l'on est parfaitement seul.» Comme partout dans le tourisme, dit-il, on n'est pas obligé de suivre le troupeau. Souvent, il suffit d'avoir le courage de quitter les autoroutes

de la randonnée» pour trouver la solitude convoitée; de gravir un sommet connu «par son versant le moins spectaculaire»; ou d'aller marcher près de chez soi: «Le premier jour de l'an, dans le brouillard, nous n'avons pas rencontré âme qui vive dans le vignoble zurichois.» Thomas Widmer vit à Zollikerberg, près de Zurich.

Beauté et vérité

En arpentant la Suisse, il découvre un pays d'une grande beauté. Et il découvre aussi sa vérité, comme il le dit: mitage galopant, agonie des vallées de montagne. Thomas Widmer mentionne le Val Bavona, une vallée du Tessin qui n'est plus habitée qu'en été et qui a récemment été touchée par de graves intempéries. Les habitants avaient jadis aménagé des champs «suspendus» aux rochers, les prati pensili, pour tirer quelque subsistance de ces maigres terres: «Des témoignages culturels touchants.»

Il constate avec plaisir que les paysans se sont mis à la vente directe. Les produits locaux proposés par les fermes, miel ou glaces, sont «l'une des grandes joies de la randonnée». Tout comme les produits agricoles de montagne: «Quand je rentre chez moi avec un bon fromage fabriqué à l'alpage de Siez (SG), j'ai dans la bouche le goût des terres que je viens d'arpenter. N'est-ce pas génial?» Thomas Widmer compte continuer à marcher jusqu'à ce qu'il n'en soit plus capable. La liste des randonnées qu'il souhaiterait effectuer ne cesse de s'allonger: «Une cruelle lucidité m'oblige cependant à reconnaître que je ne parviendrai pas à toutes les faire dans ma vie.»

«Randonner à plusieurs permet de partager son émerveillement et de l'amplifier», déclare Thomas Widmer, ici au Bütschelegg (BE), avec le Mönch et la Jungfrau à l'horizon.

Photo Keystone



THOMAS WIDMER
«Neue Schweizer Wunder. Ausflüge zu kuriosen und staunenswerten Dingen», éd. Echtzeit Verlag 2024. 232 pages (en allemand), CHF 28.00

Les conseils de randonnée de Widmer pour la «Cinquième Suisse»: www.revue.link/randonneur
Blog: widmerwandertweiter.blogspot.com

Demain, des millions d'automobiles uniront leurs batteries

Connectées à un même réseau, les batteries de voiture peuvent constituer des centrales électriques. Cette évolution fera la synthèse entre le solaire photovoltaïque et la voiture électrique. La société suisse d'autopartage Mobility a conduit un test grandeur nature.

STÉPHANE HERZOG

Les Suisses aiment leurs automobiles, mais dans les faits, les quelque 4,8 millions de voitures de tourisme que compte le pays passent l'essentiel de leur temps à l'arrêt. Elles stationnent jusqu'à 23 heures par jour, leur batterie séparée du monde. Demain, les autos – désormais électriques – seront connectées entre elles via des réseaux électriques intelligents. Elles formeront des centrales de stockage, un peu comme l'eau retenue dans les barrages.

«Avec la recharge bidirectionnelle [où chaque voiture peut envoyer et recevoir de l'énergie: ndlr], la Suisse dispose d'un gigantesque lac de rétention», résume Volker Fröse, un consultant cité par le spécialiste de l'autopartage Mobility. Le soir, au moment du repas, quand la demande d'électricité explose, des opérateurs ordonneront aux batteries réunies de délivrer du courant sur le réseau. Le

jour, des panneaux solaires injecteront de l'électricité dans ces piles mobiles que sont les voitures. L'ensemble du système mettra en œuvre le principe du «Vehicle to Grid» (V2G) : un maillage de batteries bidirectionnelles capable de recevoir, stocker et délivrer de l'électricité dans un réseau local ou global.

Le plein d'électricité en une nuit

«Une batterie de voiture emmagasine en moyenne 60 kilowatts heure (kWh), contre seulement 6 kWh pour une batterie fixe dans une maison [dotée de panneaux solaires: ndlr]. Beaucoup de gens disposent de panneaux solaires, mais pas de batterie. D'où l'intérêt de la voiture comme pile électrique», explique l'ingénieur valaisan Arnaud Zufferey, diplômé de l'EPFL. En effet, avec une borne de 7 kW, il suffit d'une heure pour recharger 10 % d'une batterie. «Cela laisse

beaucoup de flexibilité pour refaire le plein, par exemple à midi, lorsque la production solaire est au maximum, ou la nuit, quand les tarifs sont bas», dit-il. Alors, quand la Suisse, championne de l'automobile et du solaire photovoltaïque, verra-t-elle advenir cette révolution? La société Mobility a effectué un test grandeur nature entre l'automne 2022 et le printemps 2024. Le prestataire en autopartage a intégré à sa flotte cinquante voitures électriques munies d'une batterie bidirectionnelle. Le test a mis en jeu des voitures dispersées dans toute la Suisse – qui doivent être disponibles à tout moment –, reliées à différents fournisseurs d'électricité, détaille Mobility. Durant cet essai d'une année et demie, quelque 7 000 personnes ont parcouru environ 800 000 kilomètres. A l'arrêt, les voitures ont «vendu» du courant sur le réseau, générant jusqu'à 2 000 francs de revenus par an et par véhicule, selon Mo-

Photo Mobility



bility, qui admet cependant qu'une exploitation de ce système V2G pour une entreprise de «car sharing» n'est pas encore rentable en l'état. «L'ère des voitures électriques bidirectionnelles est imminente, mais il faudra attendre encore quelques années pour voir cette technologie se généraliser», indique l'entreprise. «Le bidirectionnel n'est pas un argument de vente, car le système n'est pas encore prêt», confirme Arnaud Zufferey. De fait, il n'existe pratiquement pas de véhicules électriques bidirectionnels aujourd'hui en Suisse, souligne l'Association Transports et Environnement. Ainsi, notre ingénieur valaisan roule-t-il bien au solaire, mais son équipement n'est pas intelligent. Par exemple, la batterie de sa voiture ne peut restituer de l'énergie dans le réseau au moment où la demande est la plus forte – et où le prix de rachat du courant serait le plus élevé.

Guerre commerciale pour des usines virtuelles

Les pièces du puzzle sont toutes en place, mais il manque des opérateurs et des systèmes pour relier ces éléments disparates. «Supposons que j'ai actuellement une voiture X, une

borne de recharge Y et un producteur d'énergie Z», pose Arnaud Zufferey. Ce marché en devenir aiguise les appétits des grands constructeurs. VW, par exemple, travaille sur un système comprenant solaire, borne et voiture.

Mises ensemble, les voitures électriques peuvent former une espèce de réservoir d'énergie, comparable à l'eau stockée dans les lacs de barrage avant qu'elle soit utilisée pour produire de l'électricité.

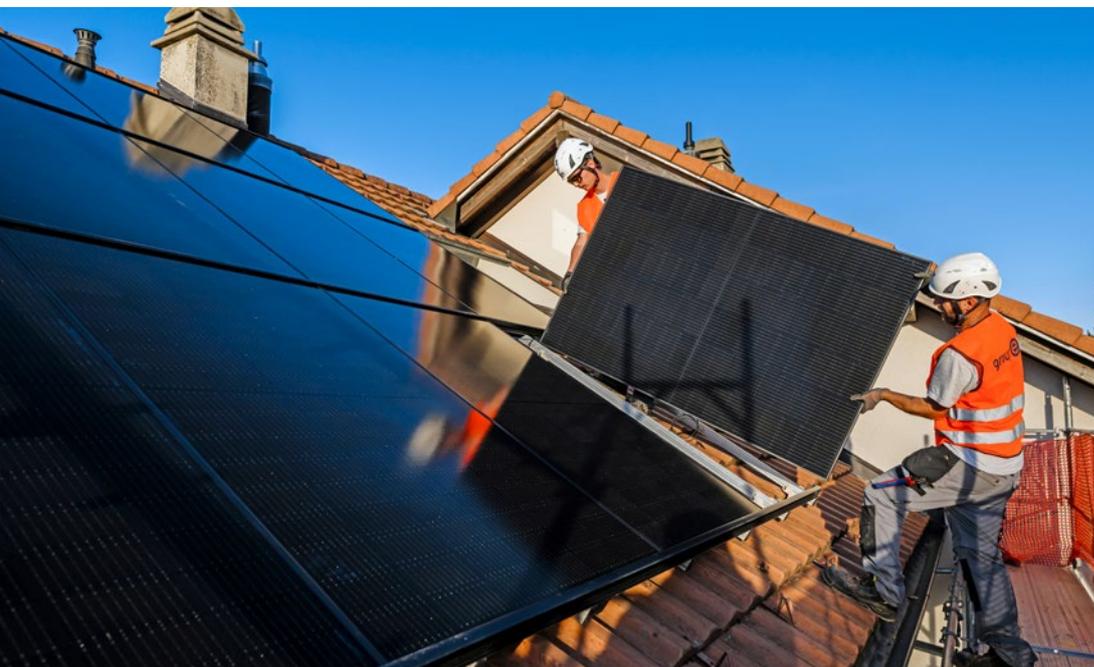
Tesla propose déjà un écosystème à ses clients. Chaque marque visera à fédérer des milliers de voitures électriques pour créer des usines virtuelles. L'opérateur pilotera des bornes à distance et équilibrera le réseau électrique. Internet reliera les batteries au système, distribuant l'énergie en fonction des besoins locaux. L'hiver, une station touristique comme Crans-Montana exigera un sur-

Pendant la journée, les panneaux solaires placés sur le toit de la maison peuvent recharger la voiture. La nuit, celle-ci se transforme en batterie, alimentant à son tour le bâtiment en électricité. Photo Keystone

plus d'électricité, alors que les zones desservies par des éoliennes ou une station hydroélectrique n'auront pas besoin de cet apport. Dans un même immeuble, un surplus de demande électrique pourra être couvert par les voitures garées et raccordées au système. Tandis que celles-ci se rechargeront intégralement la nuit à partir du réseau, à un tarif avantageux.

La question du traçage de l'énergie

La nouvelle loi fédérale sur l'électricité, votée en juin 2024, prévoit déjà des aménagements qui faciliteront le V2G. Parmi les nouveautés: un règlement évitera aux clients de payer deux fois des transferts d'énergie vers et à partir de leur voiture. La transformation des voitures en centrales virtuelles nécessitera aussi une adaptation du système de traçage de l'énergie. «Dans un réseau, les opérateurs et les clients veulent savoir si l'électricité provient d'une centrale nucléaire, du solaire ou de l'éolien», explique l'ingénieur valaisan. «Nous sommes dans le peloton de tête de l'innovation en Europe», assure Fabien Lüthi, porte-parole au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Qui précise que la Confédération travaille en étroite collaboration avec l'Union européenne pour aboutir à des normes compatibles. En fait, la progression des voitures-piles aura lieu par étapes. Dans un premier temps, la gestion du courant entre des panneaux photovoltaïques et une batterie devra être dynamique, ce qui permettra de stocker l'électricité plutôt que de déverser les électrons sur des réseaux déjà surchargés ou de puiser de l'énergie dans la voiture au moment de mettre une pizza au four. Dans un second temps, le V2G devra être capable de gérer une offre et une demande au niveau d'un quartier, d'une ville, d'un canton. Tout ce système reposera en partie sur l'électricité produite par le solaire photovoltaïque, dont la croissance en Suisse est exponentielle.



Des emplacements vides en guise de mémorial

La collection de tableaux français que le Kunsthhaus de Zurich expose depuis 2021 dans son nouveau bâtiment est impressionnante. Toutefois, une ombre plane sur ces œuvres illustres que la fondation privée Bührle a prêtées à long terme au musée public (voir «Revue» 2/2022). L'industriel Emil G. Bührle (1890–1956) a fait fortune grâce au commerce d'armes, notamment avec l'Allemagne nazie. Collectionneur d'art, il a notamment acquis des toiles que leurs propriétaires juifs ont dû céder

pour assurer leur existence menacée par les nazis ou financer leur fuite en exil. Depuis le transfert de la collection Bührle au Kunsthhaus, les critiques ne cessent de pleuvoir sur ce «musée contaminé». Et même le remaniement du concept de l'exposition en 2023 n'y a pas changé grand-chose, bien que le Kunsthhaus se soit attaché à présenter le contexte historique sans détours. Pour les détracteurs, le point de vue des victimes du national-socialisme n'est toujours pas assez valorisé.



Un concept extrêmement inhabituel: au Kunsthhaus de Zurich, des toiles ont été retirées de la collection Bührle au mois de juin. Il s'agit de cinq tableaux (voir à droite) ayant appartenu à des juifs qui ont été forcés de les céder sous la persécution nazie. La fondation Bührle compte désormais trouver «des solutions justes et équitables» avec leurs héritiers. «Le Dîner» de Claude Monet est resté accroché aux cimaises. Photo Keystone

En juin 2024, coup de théâtre: la fondation Bührle retire cinq toiles de sa collection. Pour ces œuvres, une «solution juste et équitable» sera recherchée avec les descendants des anciens propriétaires. Une restitution est envisageable, ou un dédommagement financier. Pour l'instant, les chefs-d'œuvre sont entreposés dans un dépôt. Sur les murs orphelins du musée, des explications sont fournies au sujet des emplacements vides. Une sixième œuvre, «La Sul-

tane» d'Édouard Manet, est restée exposée. Les descendants de son ancien propriétaire juif vont toutefois recevoir un «dédommagement symbolique».

Malgré ce geste fort, la collection Bührle reste sous le feu des critiques. Une enquête indépendante menée par l'historien Raphael Gross a mis en évidence les lacunes de la recherche de provenance des responsables: les clarifications effectuées sur l'origine des 205 objets

d'art ne satisfont pas aux normes actuelles. Au cours de leurs vérifications, Raphael Gross et son équipe ont découvert qu'un bien plus grand nombre d'œuvres qu'on ne le supposait jusqu'ici ont appartenu autrefois à des juifs: 62 au lieu des 41 recensées par la fondation. Combien de ces toiles ont-elles appartenu à des juifs obligés à les vendre afin d'échapper à la persécution nazi? La suite des recherches le montrera.

THEODORA PETER



Le «Portrait du sculpteur Louis-Joseph Leboeuf» (1863), de Gustave Courbet, provient de l'ancienne collection de la famille d'éditeurs allemands Ullstein. Elisabeth Malek-Ullstein s'est séparée de ce tableau – dernière pièce du patrimoine familial – en 1941 afin de pouvoir rebâtir sa vie en exil. Il est probable que la recette de cette vente lui ait servi à financer sa traversée vers New York.



«Henri de Toulouse-Lautrec» (1891) de Georges-Henri Manuel et «Le vieux clocher» (1884) de Vincent van Gogh proviennent de l'ancienne collection de Walter Feilchenfeldt. Lors de sa fuite, le marchand d'art juif passa par Amsterdam avant d'arriver en Suisse, où il fut autorisé à s'établir, mais non à travailler. Il vendit les deux œuvres pour assurer la subsistance de sa famille.



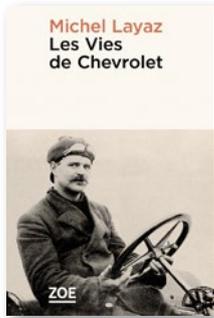
«Le Jardin de Monet à Giverny» (1895), de Claude Monet, a également appartenu aux Ullstein. Si la famille n'avait pas été frappée par le boycott des nazis, le tableau n'aurait sans doute jamais été transféré en Suisse, ni proposé sur le marché de l'art.



«La route montante» (1884), de Paul Gauguin, a appartenu à l'entrepreneur allemand Richard Semmel. Celui-ci a échappé aux nazis en se réfugiant à New York, via la Suisse. Emil Bührle a acquis la toile en 1937 à Genève, où Richard Semmel l'avait mise en vente aux enchères.

revue.link/emilbuehrle

Le célèbre inconnu



MICHEL LAYAZ
Les Vies de Chevrolet.
Roman.
Éditions Zoé, Genève,
2021. 128 pages,
CHF 20.00

Au temps des pionniers, vers 1900, les premières automobiles prenaient souvent le nom de leurs constructeurs, comme Gottlieb Daimler, Carl Benz ou Henry Ford. À ce cercle appartenait aussi un homme qui, désormais, a presque entièrement disparu derrière sa marque iconique: Louis Chevrolet, né en 1878 à La Chaux-de-Fonds et mort en 1941 dans la «Motor City», Détroit.

Dès son plus jeune âge, ce fils d'horloger fut fasciné par la vitesse. Il découvrit le vélo et participa à ses premières courses en jeune amateur. Son goût pour le mouvement, il en avait hérité de ses parents, avec qui il avait émigré en Bourgogne en 1887. Nul ne fut donc étonné quand Louis Chevrolet porta son regard encore plus à l'ouest et, en 1900, prit le chemin de l'Amérique pour conquérir le monde de la technique et de la vitesse.

Dans son bref roman, Michel Layaz relate l'enthousiasme avec lequel les mécaniciens et ingénieurs d'alors posèrent les fondements d'un essor technique qui transforma durablement le monde. L'intrépide Louis Chevrolet, remarquable déjà par sa taille (1,85 m), se retrouva lui aussi bientôt au cœur de l'euphorie automobile. Sa première victoire, il la remporta en tant que pilote de course en 1905: c'est d'ailleurs sur les circuits qu'il reçut le sobriquet de «the daredevil Frenchman» [«le casse-cou français»]. Mais «non seulement ce Chevrolet aime la mécanique», écrit Michel Layaz, «il possède visiblement un flair tout à fait exceptionnel en la matière». L'homme se lança donc aussi avec ardeur dans le développement des bolides qu'il pilotait. Ces deux activités firent de lui une célébrité. Les gens l'aimaient pour sa conduite spectaculaire, qui lui valut plusieurs accidents. Il passait également pour un constructeur de grand talent auprès des entrepreneurs, par exemple de Billy Durant, le fondateur de General Motors. Les deux hommes furent liés par une histoire particulière, faite de respect et de rivalité. Cette dernière déboucha d'ailleurs sur un accord à peine imaginable: en 1914, en quittant l'entreprise commune, Chevrolet céda à Durant «le droit d'utiliser le nom Chevrolet en exclusivité». «Il faut se pincer pour y croire», note Michel Layaz. Peut-être est-ce aussi la raison pour laquelle l'homme et la marque ont petit à petit pris des chemins séparés. Dans un récit sans fioritures et des chapitres brefs, l'auteur raconte l'histoire du pionnier de l'automobile que fut Louis Chevrolet et le réconcilie littérairement avec sa propre marque.

BEAT MAZENAUER

Baby Volcano



LABEL RAPACE
«Sindrome Premenstrual»
2021

Le Jura a donné naissance à une artiste racée, Lorena Stadelmann, connue sous le nom de son projet: Baby Volcano. S'il est quelqu'un qui se moque des conventions, c'est bien cette créatrice polymorphe de 27 ans, née d'un père jurassien et d'une mère venue du Guatemala, terre de volcans «capables de créer [de nouveau paysages: ndlr] en même temps que de les détruire», comme elle le dit avec gourmandise.

Dans ses œuvres, Lorena Stadelmann, qui a étudié la danse et les arts du spectacle en Argentine et fut d'abord performeuse, fait feu de tout bois. Ses clips, très sophistiqués, offrent à voir et entendre un métissage fou et inquiétant de danse, de chant, mais aussi de design fantasque. Sorti en 2021, le premier opus de Baby Volcano témoigne de l'originalité de cette artiste remarquée à l'international. Chaque titre de «Sindrome Premenstrual» est associé à une partie du corps humain. Ainsi le plexus, avec «Swiss Anxiety (Plexus solaire)». Il est question ici d'hôtels de luxe à Genève et d'amour avec les deux sexes. L'ambiance musicale est planante ou heurtée. «Je suis chaotique et 'jucy' et j'aime la figure du chaton zombie», plaisante l'artiste dans un court documentaire qui lui a été consacré par France 2. Avec ses longs cheveux noirs et ses lèvres parfois teintées d'un rouge profond, la Jurassienne, installée dans une ferme à la frontière entre le Jura et Soleure, peut faire penser à Frida Kahlo. Elle cite d'ailleurs parmi ses sources Chavela Vargas, une artiste mexicaine.

Le projet Baby Volcano mélange les styles: hip-hop, trap, électro, chanson et musiques latines. Les paroles de ses chansons entremêlent allègrement le français avec un espagnol teinté des «ch» de l'accent argentin. La chanteuse aborde tous les répertoires. Elle le montre avec une reprise lente et synthétique de «Le baiser», belle chanson nostalgique et sensuelle du Français Alain Souchon, où elle murmure son chant, accompagnée par le musicien et producteur jurassien Louis Riondel. Produite par le label associatif «Humus», Baby Volcano a tourné en Amérique du Nord avant de délivrer cette année une série de concerts en Europe. Un deuxième EP est attendu pour 2025.

STÉPHANE HERZOG

La rubrique littéraire de Charles Linsmayer ne paraît pas dans ce numéro. Vous la retrouverez dans l'édition de décembre de la «Revue Suisse».

«Band of the Month» – Interview avec Baby Volcano sur Europavox, une plateforme média cofondée par la Commission européenne et destinée aux amateurs de musique; mai 2023.



La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger



swissintouch.ch

swissintouch.ch



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 26 juin 2024, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 24 novembre 2024.

- Arrêté fédéral 29 septembre 2023 sur l'étape d'aménagement 2023 des routes nationales (FF 2023 2302)
- Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: sous-location) (FF 2023 2288)
- Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: résiliation pour besoin propre) (FF 2023 2291)
- Modification du 22 décembre 2023 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (financement uniforme des prestations) (FF 2024 31)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

L'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Pour l'adhésion de la Suisse au Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires (initiative pour l'interdiction des armes nucléaires) (2 janvier 2026)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Information

Veuillez communiquer **vos/votre adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable**, ainsi que tout changement de ceux-ci, à votre représentation suisse à l'étranger, et inscrivez-vous par l'intermédiaire du guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir le mode de livraison que vous souhaitez pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, veuillez contacter votre représentation. L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés.

La naissance du réseau consulaire suisse

Une Suissesse perd ses documents d'identité à Cuba? Elle s'adresse au consulat. Un couple suisse met au monde un enfant en Australie? Un citoyen suisse a besoin d'aide au Kenya? Ils peuvent faire appel à la représentation suisse sur place. Tous comptent sur un réseau qui a pris corps il y a bien longtemps: c'est en 1789, à Bordeaux, qu'a été ouvert le premier consulat suisse.



La ville portuaire française de Bordeaux, avec son accès indirect à l'Atlantique, était un carrefour important du commerce international et de l'émigration européenne vers l'outre-mer. Tableau réalisé par le peintre Pierre Lacour, en 1806. Photo Alamy

Aujourd'hui, les représentations suisses sont présentes dans le monde entier. Dans tous les pays ou presque, une représentation fait office de premier point de contact pour les Suisses de l'étranger ayant besoin de résoudre une question ou un problème. Cela n'a pas toujours été le cas: ce réseau s'est constitué petit à petit au cours des deux derniers siècles, le premier consulat ayant été ouvert à Bordeaux en 1798.

Avant cette année-là, plusieurs cantons possédaient déjà des représentants diplomatiques ou consulaires dans des pays al-

liés. Cependant, il n'existait pas encore d'ambassade fédérale, car la Confédération, jusqu'à l'invasion de la Suisse par les troupes françaises de Napoléon, ne représentait qu'un vague assemblage de territoires liés par quelques intérêts communs.

À la fin du XVIII^e siècle, les idéaux de la Révolution française couvaient dans toute l'Europe. En Suisse aussi circulaient ces nouvelles valeurs de liberté, de fraternité et d'égalité, alimentant des manifestations et des troubles croissants dès les années 1790. Dans le sillage des campagnes napoléo-

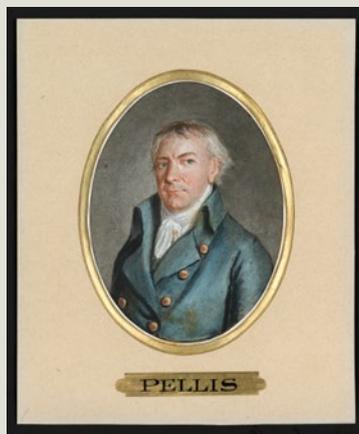
niennes, les troupes françaises occupèrent l'ancienne Confédération en mars 1798, et, le 12 avril, mirent en place la République helvétique centralisée.

Une fois la situation politique stabilisée, la République helvétique se fixa de grandes priorités en matière de politique nationale et internationale. Dans un monde où se tissaient des liens économiques de plus en plus étroits et nombreux, y compris avec les territoires d'outre-mer, la défense des intérêts suisses à l'étranger ne cessait de gagner en importance. Le 25 août 1798,

l'ancien ministre des relations extérieures de la République helvétique confia donc à Marc-Antoine Pellis la première charge de consul helvétique à Bordeaux. C'est ainsi que fut fondé le premier consulat de Suisse, premier nœud du réseau consulaire de notre pays.

Qui était Marc-Antoine Pellis, le premier consul suisse?

Le Vaudois Marc-Antoine Pellis (1753–1809) se fit un nom comme sénateur helvétique et homme politique. Tandis que les idées de la Révolution française gagnaient l'esprit des peuples européens, le jeune Pellis rentra en Suisse après plusieurs voyages en Europe. Dans le Pays de Vaud, alors encore sujet de Berne, il prit part aux manifestations pour la Révolution et contre la domination bernoise. L'échec des «banquets» en juin 1791, suivi de l'arrestation de ses organisateurs et de l'occupation militaire de la



Marc-Antoine Pellis, originaire de Romainmôtier et nommé consul en 1798, est le premier à avoir occupé un tel poste.

Source: Atelier de numérisation de la Ville de Lausanne, Margot Roth

région, obligea Pellis à prendre la fuite. En 1793, Marc-Antoine Pellis s'établit comme négociant sur les bords de la Garonne, dans la ville française de Bordeaux. En 1798, il fut nommé consul par le gouvernement de la République helvétique, fondée sur le modèle français. Trois ans plus tard, en 1801, il abandonna son poste pour revenir s'établir en Suisse, où il devint membre du

Conseil législatif et du Sénat helvétique et s'engagea, au cours des années suivantes, dans la politique de l'Helvétique et du Pays de Vaud.

Pour l'économie et pour la communauté

Après Bordeaux, d'autres consulats furent ouverts à Marseille, Gênes, Nantes et Trieste. Le choix de ces grandes villes portuaires pour y installer les premiers consulats suisses n'est pas dû au hasard: leur fondation obéissait avant tout à des intérêts économiques. À une époque où le bateau à vapeur, le chemin de fer et le télégraphe n'avaient pas encore révolutionné les échanges internationaux de marchandises, les relations économiques directes, sur place, revêtaient une importance particulière. Ces villes portuaires étaient des carrefours du commerce international, au débouché des grandes routes reliant l'Europe à l'Amérique et aux colonies européennes en Afrique et en Asie.

Si la défense des intérêts économiques était le principal motif de la naissance des premiers consulats, ce n'était pas le seul: le regroupement de communautés suisses dans ces villes portuaires favorisa également la création de représentations fédérales. Des hommes d'affaires et des négociants suisses s'y étaient établis, et ces villes étaient souvent le rendez-vous de tous les candidats à l'émigration outre-Atlantique. Dès le milieu du XVI^e siècle, la Suisse était

en effet un pays d'émigrants: la pression démographique, la pauvreté et le sous-emploi poussaient les Suisses – les jeunes surtout – à quitter leur pays. Outre les négociants, des mercenaires, des préceptrices, des artisans, des chercheurs et des académiciens s'installèrent d'abord dans plusieurs villes européennes, puis, à partir du XIX^e siècle, aussi outre-Atlantique. Pour répondre à leurs besoins, le premier consulat suisse outre-Atlantique fut fondé en 1819 dans la ville côtière brésilienne de Rio de Janeiro. Quelques années plus tard, en 1822, un consulat fut ouvert à New York.

Les consuls qui se voyaient confier ce mandat honorifique étaient principalement des citoyens suisses déjà établis dans ces villes. Leurs tâches n'étaient pas définies avec précision, et ils devaient se renseigner sur leurs obligations par la voie de la correspondance ou par des entrevues personnelles. Il s'agissait, par exemple, de fournir des passeports, d'informer le gouvernement sur la conduite des citoyens helvétiques ou de veiller au respect des conventions conclues entre les deux États. Et aussi, comme l'écrivit en 1799 Vincent Perdonnet, consul suisse à Marseille, à Louis François Bégoz, ministre des relations extérieures de la République helvétique, de «tendre une main fraternelle à ceux que le malheur ou l'injustice auraient plongés dans l'infortune et enfin protéger les autres des effets funestes autant qu'odieux de la haine et de l'imposture».

Au service de la «Cinquième Suisse» depuis plus de 225 ans

Depuis les années pionnières de la désignation de Marc-Antoine Pellis au poste de consul à Bordeaux, le réseau consulaire de la Suisse a bien évolué. Son expansion constante a été de pair avec une répartition de plus en plus précise et réglementée des tâches diplomatiques, consulaires et économiques. Aujourd'hui encore, ce réseau continue de se développer afin de s'adapter aux nouveaux besoins de l'époque. La mission centrale des consulats reste cependant la même: servir de premier point de contact aux citoyens suisses dans le monde entier.

LUCA PANARESE, EDA



Urs Badertscher, dernier consul général suisse à Bordeaux (2005–2008), tient un discours à l'occasion de la fermeture du consulat, Cours Xavier Arnoz.

Photo Jean-Michel Begey

Que devient la prévoyance professionnelle en cas d'émigration?

Question: Quelqu'un de ma famille m'a demandé des conseils à propos de l'émigration. Je n'ai pas pu répondre à sa question de savoir ce que deviendraient ses économies du 2^e pilier en cas de départ à l'étranger. Quelles sont les possibilités qui existent?

Réponse: On peut tout d'abord choisir de laisser le capital accumulé «reposer» en Suisse, par exemple sur un compte de libre passage ou sous la forme d'une police de libre passage.

Vous pouvez également demander que le capital accumulé vous soit versé. Cependant, cela n'est possible que si vous quittez définitivement la Suisse. C'est l'institution de prévoyance auprès de laquelle vous avez cotisé qui sera chargée de le vérifier. Si vous émigrez dans un pays hors de l'UE/AELE, vous avez droit au versement de l'intégralité de votre capital. Mais si vous partez dans un pays membre de l'UE/AELE, des restrictions s'appliquent: le capital de prévoyance minimal prescrit par la loi, aussi appelé «partie obligatoire», ne peut pas être retiré. Cette part reste bloquée sur un compte ou une police de libre passage en Suisse jusqu'à l'âge de 60 ans, soit cinq ans avant l'âge ordinaire de la retraite. Seule la «partie surobligatoire» peut être retirée, c'est-à-dire le capital épargné dépassant la prévoyance minimale.

Il est aussi possible de demander le versement de la totalité des fonds du 2^e pilier pour financer un logement en propriété à l'étranger. Mais il faut qu'il s'agisse du domicile principal de la personne assurée, et non d'une résidence secondaire ou de vacances.

Dans certaines conditions, vous pouvez également rester assuré à la prévoyance professionnelle en résidant à l'étranger. Cela suppose que vous restiez affilié à l'assurance

AVS/AI à titre obligatoire ou volontaire. En d'autres termes, si vous restez assuré à l'AVS/AI à titre obligatoire, vous pouvez également rester assuré à la prévoyance professionnelle obligatoire, par exemple si vous continuez à travailler pour un employeur suisse à l'étranger. Une affiliation à l'AVS/AI facultative n'est possible que si vous émigrez dans un pays hors de l'UE/AELE. Si toutes les conditions sont réunies, il est aussi possible d'adhérer à l'assurance facultative du 2^e pilier, soit auprès de la dernière institution de prévoyance en Suisse, soit auprès de la Fondation institution supplétive LPP. Il convient toutefois de s'assurer que le règlement de l'institution de prévoyance concernée l'autorise. Par ailleurs, vous devez vérifier si la Suisse a conclu une convention de sécurité sociale avec votre pays de résidence: dans ce cas, vous pourriez, en fonction de votre situation, être assujéti au système de sécurité sociale du pays où vous travaillez.

Il apparaît ainsi que tout dépend de votre situation personnelle. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans le Bulletin de la prévoyance professionnelle n° 164 de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

STEPHANIE LEBER,
SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

www.revue.link/ofas164



Si vous souhaitez financer un logement en propriété à l'étranger avec les fonds du 2^e pilier, il vous faudra remplir certaines conditions.

Photo iStockphoto

Les connaissances linguistiques ouvrent des portes

Comprendre et parler plusieurs langues n'est pas seulement un enrichissement personnel, cela aide aussi à la formation et, plus tard, à la recherche d'un emploi.

Parmi les nombreuses demandes provenant du monde entier auxquelles le personnel d'éducation suisse répond tous les jours, une question revient sans cesse: est-il possible de suivre une formation en Suisse sans connaître une langue nationale? La réponse est évidente: de bonnes connaissances de la langue d'enseignement sont généralement requises, et celle-ci varie selon la région linguistique: allemand, français ou italien.

Les universités, les EPF et les hautes écoles spécialisées exigent le plus souvent une très bonne compétence linguistique (C1) dans la langue d'enseignement. Seuls quelques rares programmes de bachelor (cursus de trois ans) sont entièrement dispensés en anglais. Pour les masters, en revanche, l'offre de programmes en anglais est plus vaste.

Pour un apprentissage professionnel de trois ou quatre ans, combinant pratique et théorie, des connaissances linguistiques moyennes sont suffisantes: selon la profession, un niveau moyen (B1 - B2) est requis. Dans le monde entier, c'est le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) qui sert à évaluer les compétences linguistiques. Cette échelle comprend six niveaux allant de A1 à C2 (des connaissances de base au niveau d'un locuteur natif): le niveau C1 correspond à de très bonnes connaissances, tant en compréhension de texte qu'en utilisation de la langue. Le niveau B représente un niveau moyen, permettant de comprendre le contenu de textes plus longs et de s'exprimer librement. Le niveau A correspond à un niveau de connaissances faible et une maîtrise élémentaire de la langue.

Comment apprendre une langue? Le plus tôt possible, de manière ludique, pendant la scolarité et tout au long de la vie. Les cours (en ligne), les applications linguistiques, les livres, les podcasts et les films peuvent aussi vous aider. Il est important de pratiquer régulièrement, de parler et de s'immerger dans la langue. Un séjour linguistique peut être utile, mais il a aussi un coût.

Nous vous recommandons d'acquérir de solides connaissances linguistiques, ainsi que les certificats (reconnus) correspondants dans votre pays de résidence. N'hésitez pas à nous contacter pour toute question relative à la formation en Suisse!

RUTH VON GUNTEN, EDUCATIONSUISSE

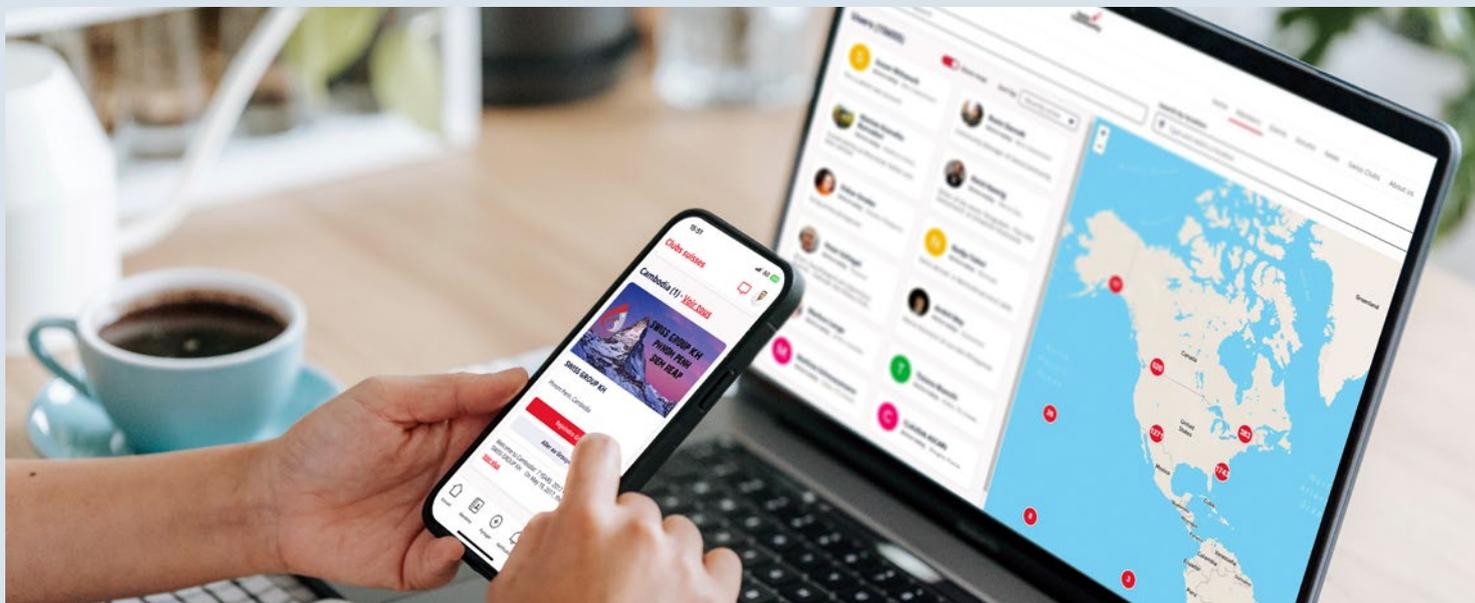


educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04, info@educationsuisse.ch, educationsuisse.ch



«SwissCommunity» – des liens au-delà des frontières

Réseauter, discuter, partager, échanger ou simplement rester en contact: rejoignez le plus grand réseau en ligne pour les Suisses de l'étranger.



Forte de plus de 17 000 membres, la plate-forme «SwissCommunity» est le plus grand réseau en ligne pour les Suisses de l'étranger.

Les raisons qui poussent à vivre à l'étranger sont aussi variées que la relation qu'on entretient avec son pays d'origine. «SwissCommunity» vous offre la possibilité de tisser des liens personnalisés avec la Suisse.

Le réseau de la «Cinquième Suisse»

La pièce maîtresse du site web «SwissCommunity» est sa carte du monde interactive, qui indique la localisation des Suisses.ses de l'étranger à travers le monde entier. Les filtres de la fonction de recherche permettent de sélectionner des pays, des personnes ou des centres d'intérêt pour trouver des correspondants. Les membres du Conseil des Suisses de l'étranger, ce «Parlement de la Cinquième Suisse», y sont eux aussi représentés. Le site comprend également un forum de discussion permettant d'obtenir des conseils sur l'émigration ou le retour en Suisse, tandis que la liste des associations suisses reconnues aide à trouver ces organisations à l'étranger.

Un lien avec la Suisse

Facebook, Instagram, X... a-t-on vraiment besoin d'un énième réseau social? La réponse est évidemment: «Oui!» La plate-forme

«SwissCommunity» est conçue pour répondre aux besoins spécifiques des Suisses de l'étranger et s'adresse exclusivement à eux. En l'utilisant, vous décidez vous-même si vous voulez contribuer activement au renforcement de la communauté, être un observateur muet ou même désactiver toutes les notifications: dans tous les cas, la plate-forme constitue un lien avec la Suisse et avec l'organe qui en est responsable, l'Organisation des Suisses de l'étranger.

Quels avantages pour les associations suisses?

La plate-forme «SwissCommunity» offre un profil gratuit aux associations suisses reconnues par l'OSE. Vous pouvez ainsi vous faire connaître par la communauté des Suisses de l'étranger et les émigrants, gérer votre base de membres, envoyer des e-mails et organiser des événements. La plate-forme compte aussi un outil de «chat», un portail pour l'emploi, un «live feed», un fil d'actualité et un forum de discussion: toutes ces fonctions sont faciles à gérer au moyen d'un panneau de navigation. Un profil sur la communauté peut aussi remplacer un site web désuet et permet de ne plus devoir payer de frais d'hébergement. Pour les associations

qui possèdent déjà toutes ces fonctions sur leur propre site web, un profil sur la communauté peut servir de «carte de visite» afin d'étendre leur portée et inciter les utilisateurs à cliquer sur leur site.

ROMI OERNEK

Votre personne de contact

En tant que community manager, j'encadre les échanges intenses qui se déroulent sur la plate-forme «SwissCommunity» et veille au respect de ses directives. Je réponds en personne à toutes les questions que les membres et les associations suisses se posent concernant, par exemple, un profil d'association ou la publication de contenus. N'hésitez pas à me contacter!

ROMI OERNEK



Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
Tél. +41 31 356 61 25
community@swisscommunity.org
members.swisscommunity.org



Conseil des Suisses de l'étranger: en 2025, les élections se dérouleront par la voie électronique dans de nombreux pays

La manière d'élire les membres du Conseil des Suisses de l'étranger sera améliorée et modernisée: 13 circonscriptions électorales auront accès à un système de vote électronique pour l'élection de 2025. Ainsi, un bien plus grand nombre de Suisses de l'étranger pourront voter, et le «Parlement de la Cinquième Suisse» sera plus représentatif.

Le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) est l'organe suprême de l'Organisation des Suisses de l'étranger, SwissCommunity, et il joue le rôle du «Parlement de la Cinquième Suisse». Lorsqu'il s'agit, par exemple, de représenter les intérêts des Suisses de l'étranger vis-à-vis des autorités suisses, le CSE a une fonction importante.

Le CSE se réunit deux fois par an en Suisse, prend des décisions, élabore des prises de position et érige les bases d'un bon travail en réseau. Sur les 140 membres que compte le CSE, 120 représentent les pays et groupes de pays dans le monde. Les 20 autres membres viennent de Suisse et contribuent, en tant que «membres de l'intérieur», à la qualité du dialogue avec la classe politique, la société et le monde des affaires suisses.

Le système d'élection du CSE est imparfait: dans certains pays et groupes de pays, le nombre d'électeurs est peu important. C'est pourquoi le groupe de travail «Élections directes» du CSE s'est attaché à améliorer le système électoral en vue des élections de 2025, notamment en évaluant la fiabilité et la convenance d'un système de vote électronique (voir Revue 4/2024).

Résultat de ce travail: 13 pays ou groupes de pays (circonscriptions électorales) vont organiser des élections directes en 2025, afin de permettre à tous les Suisses inscrits sur leur territoire d'élire les délégués du CSE au moyen du vote électronique. Ce projet pilote est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères. Pouvoir voter en quelques clics signifie surtout que bien plus de Suisses de l'étranger pourront faire entendre leur voix, que la légitimité des élus dans leur travail sera améliorée et que la représentativité du CSE augmentera de façon considérable. Ces élections directes seront organisées (selon les prévisions au 15 août 2024) dans les pays ou groupes de pays (circonscriptions électorales) suivants:

- Europe: Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Turquie et le groupe de pays constitué par l'Espagne, le Portugal et Andorre.
- Amérique du Nord et du Sud: Canada, Pérou, États-Unis et le groupe de pays constitué par le Mexique et le Belize.
- Asie: Japon, Singapour et groupe de pays de l'Asie centrale, de l'Ouest et du Sud (Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Géorgie, Inde, Iran, Irak, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Maldives, Népal, Oman, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Yémen).
- Océanie: le groupe de pays de l'Australie (Australie, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Vanuatu).

Qui peut être élu?

L'élection du CSE aura lieu au printemps de 2025. Les informations précises à ce sujet seront communiquées pour chaque pays sur www.swisscommunity.org et dans la



Rencontre du groupe de travail «Élections directes» à l'occasion de la réunion du CSE en juillet de cette année à Lucerne: Noel Frei, Tobias Orth, Antoine Belaieff, Andreas Feller-Ryf, Monique Heymann et Ernst Steinmann.

Photo MAD

«Revue Suisse». Tous les citoyens suisses de plus de 18 ans inscrits auprès de l'ambassade ou du consulat de leur pays de résidence et parlant au moins une langue nationale suisse peuvent se porter candidats à l'élection. Le mandat requiert d'être prêt à fournir quelques heures de travail bénévole par mois et à participer aux réunions du CSE deux à trois fois par an, dont une fois en Suisse. Les personnes vivant dans l'un des pays cités et intéressées à se porter candidates peuvent s'adresser directement au groupe de travail «Élections directes»: workgroup.osa@outlook.com.

Qui peut être électeur?

Tous les citoyens suisses de plus de 18 ans inscrits auprès de l'ambassade ou du consulat de leur pays de résidence sont autorisés à voter. Il est impératif qu'ils aient une adresse e-mail valable enregistrée auprès de leur représentation, car l'invitation à voter sera envoyée par e-mail. Il est donc recommandé aux personnes souhaitant voter d'annoncer leur adresse e-mail actuelle à la représentation dont elles dépendent avant la fin de cette année.

Et les autres?

Dans les pays qui ne participeront pas au projet pilote d'*e-voting* en 2025, l'élection se déroulera comme jusqu'ici, selon les modalités fixées par les organisations faïtières ou les associations suisses. Quiconque souhaite encourager les représentants de son pays à opter eux aussi pour l'élection directe du CSE en 2029 peut évidemment le faire. Et vous trouverez des informations mises à jour concernant les élections de 2025 sur www.swisscommunity.org.

(AF/MUL)

Liste actuelle de tous les membres du CSE: <https://revue.link/cse>



Sommée de faire des économies, la «Revue Suisse» s'incline et... s'étoffe!

Dès l'an prochain, la «Revue Suisse» consacrerait un plus grand nombre de pages aux actualités régionales. Chaque numéro comporterait un cahier régional. En même temps, la «Revue» doit faire face à la réduction de ses subventions. Elle paraîtra donc cinq fois par an au lieu de six, et ce dès 2025.

La hausse des coûts de production et surtout l'augmentation massive des frais d'envoi depuis la pandémie de coronavirus constituent un défi colossal pour la «Revue Suisse». À cela s'ajoute une nouvelle difficulté: la Confédération réduira ses subventions dans de très nombreux domaines l'an prochain, y compris celles qu'elle accorde à la «Revue Suisse».

Des coûts en hausse couplés à une baisse des recettes: face à cette situation, l'Organisation des Suisses de l'étranger, SwissCommunity, responsable de l'édition de la «Revue Suisse», a pris des décisions importantes: d'une part, la revue ne paraîtra plus que cinq fois par année, au lieu de six, à partir de 2025; d'autre part, cette coupe aussi regrettable qu'inévitable ira de pair avec un enrichissement de la publication: à l'avenir, chaque numéro contiendra un cahier régional, ce qui jusqu'à présent n'était le cas que de quatre numéros par année.

Pour nombre de lecteurs, ces cahiers régionaux constituent une précieuse source d'information sur la vie sociale dans la partie du monde qu'ils habitent. Ils reflètent le quotidien de la «Cinquième Suisse». Quant aux autres pages de la revue, elles ont pour vocation principale d'informer sur ce qu'il se passe en Suisse, et en particulier sur les sujets relatifs aux votations populaires à venir.

À l'heure actuelle, 14 cahiers régionaux différents sont élaborés par des équipes de rédaction dans les régions. Ils contribuent à donner à la «Revue Suisse» son caractère



unique: un caractère qui gagnera encore en importance grâce au changement de concept qui vient d'être décidé.

Cinq numéros au lieu de six, mais des cahiers régionaux dans chaque parution: la «Revue Suisse» restera ouverte aux suggestions d'amélioration et de changement, même après ces décisions éditoriales. Ces prochaines semaines, il s'agira donc de dépouiller les milliers de réponses que nous avons reçues dans le cadre du sondage des lecteurs que nous avons réalisé cette année. Les résultats du sondage et les améliorations souhaitées par le lectorat seront présentés dans le premier numéro de 2025.

FILIPPO LOMBARDI, PRÉSIDENT DE L'OSE
ARIANE RUSTICHELLI, DIRECTRICE DE L'OSE

Pour en savoir plus sur les 14 cahiers régionaux actuels:
www.revue.link/regions

Assurer l'avenir de la «Revue Suisse»

La «Revue Suisse», avec son équipe rédactionnelle expérimentée, offre une couverture journalistique compétente et indépendante sur l'actualité suisse, adaptée aux besoins du lectorat de la Cinquième Suisse. Par votre don ciblé, vous soutenez un journalisme indépendant de qualité garanti par l'équipe de la «Revue Suisse». Les frais d'impression et d'envoi étant très élevés, nous nous réjouissons particulièrement des dons des lecteurs de notre édition imprimée.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes:

Faire un don par carte de crédit:

www.revue.link/creditrevue

Faire un don avec PayPal:

www.revue.link/revue

Coordonnées pour virement bancaire:

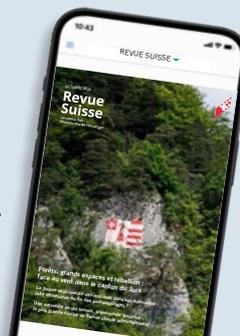
IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8
Banque : Banque cantonale bernoise
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire : BCBE Berne, compte
n° 16.129.446.0.98, Organisation des
Suisses de l'étranger, À l'attention de
Monsieur A. Kiskery, Alpenstrasse 26,
CH-3006 Berne
Référence: Support Swiss Review

Contact:
revue@swisscommunity.org

N'attendez plus, lisez!

Vous n'en pouvez plus d'attendre la version papier de la «Revue Suisse»? Téléchargez le magazine sur votre **tablette ou smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.





Des randonneuses du camp de la FESE, lors d'une excursion dans le Diemtigtal (BE). Photo Luca Hess, pixofluna.com



Cheveux au vent sur la balançoire! Souvenir du camp de la FESE. Photo Luca Hess, pixofluna.com



Dans les camps de jeunesse de l'OSE, chacun et chacune veut mettre la main à la pâte.
Photo Service des jeunes de l'OSE

Rétrospective des camps de vacances de 2024: un été plein d'aventures et de joie

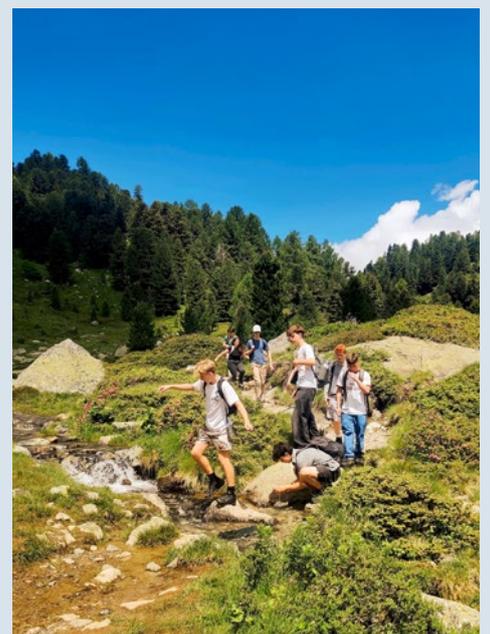
Pour les enfants et adolescents qui ont participé aux camps d'été de la Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) et de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), l'été 2024 a été une expérience inoubliable. Malgré un début pluvieux, les participants de 8 à 18 ans ont bénéficié, au cours des dernières semaines, d'une météo radieuse et chaude dans les sublimes paysages suisses.

La FESE a organisé neuf camps pour les enfants, et le Service des jeunes de l'OSE a proposé quatre camps d'été aux adolescents. Ils se sont déroulés dans différents lieux de Suisse: Saint-Gall, Locarno, Montreux, Lausanne et Lucerne, ainsi que dans plusieurs petites localités pittoresques que vous pouvez découvrir sur nos sites web.

En résumé, les camps d'été de 2024 de la FESE et du Service des jeunes de l'OSE ont été un véritable succès. Ils ont permis aux participants de découvrir leur pays d'origine et de se faire de nouveaux amis, mais aussi d'engranger des souvenirs précieux qui les accompagneront toute leur vie.

MARIE BLOCH, SERVICE DES JEUNES DE L'OSE
DAVID REICHMUTH, FESE

Vous trouverez d'autres informations sur les offres et activités à venir pour les jeunes Suisses de l'étranger sur www.swisscommunity.org et sur www.sjas.ch.



Les camps d'été donnent l'occasion de découvrir les paysages naturels de la Suisse. Ici, les participants du camp de jeunesse de l'OSE craphautent en Engadine.
Photo Service des jeunes de l'OSE

Débat

Les agriculteurs suisses ont un lobby puissant au Parlement et remportent une votation populaire après l'autre. En même temps, nombre d'entre eux se sentent démunis, à bout de force et sans perspective d'avenir: la «Revue» a exploré ce paradoxe dans son dernier numéro. Apparemment, le sujet fait mouche, comme le montre notre petite sélection de réactions.



Foto Keystone

Un puissant lobby, des paysans démunis

GELI KILCHÖR, FRANCE

D'une part, travailler beaucoup pour gagner peu. D'autre part, guère de temps libre, beaucoup de paperasse, des larcins dans les champs, et la météo qui complique le travail et fait perdre des récoltes. Personne ou presque ne sait ce que c'est que de travailler 365 jours par an. Être paysan, aujourd'hui, n'est plus un plaisir. Le droit du plus fort prime, et le pouvoir de l'argent. Dommage.

PETER SCHWERZMANN, PATTAYA, THAÏLANDE

Tant que les agriculteurs suisses demanderont des prix aussi élevés pour leurs produits, nombreux sont ceux qui n'auront pas d'autre choix que d'acheter des produits importés meilleur marché au supermarché. Il ne faut pas oublier qu'en Suisse, beaucoup n'ont que l'essentiel pour vivre, et un porte-monnaie vide à la fin du mois. Caisse-maladie, loyer, dépenses quotidiennes: tout est de plus en plus cher. Ça ne sert donc à rien que les agriculteurs se plaignent.

PAUL JUD, STÜHLINGEN, ALLEMAGNE

On ne peut pas parler des «paysans» en général: il y a les multinationales agricoles, les exploitations de taille moyenne et les petits paysans. Ce sont les premières qui profitent du système. Et qui ont le plus de lobbyistes au Parlement. Avec l'aide de ceux-ci, elles empochent des sommes plus que confortables, ce qui attire les capitaux qui cir-

culent dans le monde entier en quête d'investissements. Les grands distributeurs et les groupes de produits chimiques font aussi partie de ces multinationales.

DANIELLE ABDULLAH, AFRIQUE DU SUD

Bon article, qui prête à une réflexion personnelle et ouvre le débat sur le sujet.

WALTER J. TRACHSEL, FRANCE

Vous écrivez: «L'agriculture intensive entraîne des rejets d'azote dans les nappes phréatiques et l'eau potable, et l'utilisation de pesticides accélère la disparition de la biodiversité.» Ah! La biodiversité et les pesticides! Il existe un problème majeur aujourd'hui, c'est que l'on n'a rien pour remplacer les pesticides, que le bio est en baisse, car trop cher, et qu'il utilise lui aussi des produits qui posent question.

MANUEL LEHMANN, EGNACH, SUISSE

La politique agricole, soutenue par l'Union suisse des paysans, veut des fermes plus grandes en raison de leur meilleure viabilité. La question qui se pose est de savoir si quelque chose est réellement entrepris pour lutter contre cette tendance et garantir la survie de l'ensemble du monde paysan.

JEAN PIERRE MAIRE, FRANCE

Les subventions sont payées par les impôts des citoyens. Nous payons donc encore plus cher les produits que nous achetons. Les bénéfices restent entre les mains des intermédiaires, qui profitent de marges extraordinaires. Les paysans aussi sont surendettés avec leurs engins techniques surdimensionnés. Tout est faussé et profite au capital. Ici aussi, l'emploi de tronçonneuses serait nécessaire pour stopper tous ces abus et faire que les coûts réels soient plus transparents et mieux distribués.

50^e anniversaire de la «Revue»



«Concise, argumentée, actuelle, fédératrice, précieuse, informative, indispensable, rafraîchissante, passionnante, substantielle, stimulante, essentielle, enrichissante, vivante, incomparable, exigeante, fascinante, inspirante, complète, profonde, divertissante, diversifiée, instructive, significative, variée, amusante et pétillante d'humour, la «Revue Suisse» est mon trait d'union avec mon pays d'origine. En deux mots, je me réjouis de chaque édition, que je lis sur mon PC sitôt que je la reçois.»

THOMAS ARN, WEST VANCOUVER, CANADA



«J'aime la «Revue Suisse», que je lis depuis plus de 20 ans.

J'apprécie votre travail à tous les égards, et surtout la force de vos reportages détaillés et vos recherches approfondies.»

FRANZISKA SCHMIDLIN, NOUVELLE-ZÉLANDE



«Les Suisses de l'étranger sont la voix et le visage de notre pays au-delà des frontières. C'est une mission difficile, qui exige beaucoup de courage, de responsabilité personnelle et de flexibilité. La «Revue Suisse» est, à cet égard, un soutien inestimable, car elle rend à ces personnes un morceau du pays qu'elles ont quitté et leur permet d'entretenir une relation positive avec la Suisse.»

ELISABETH SCHNEIDER-SCHNEITER,
CONSEILLÈRE NATIONALE, BIEL-BENKEN, SUISSE



En savoir plus:
switzerland.com/swisstainable

swi+zerland

J'ai besoin
de nature pure.
J'ai besoin de Suisse.